

Cameroun | Région de l'Extrême-Nord | Rapport sur les Déplacements Round 21 | 25 Mai – 10 Juin 2020



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



United Nations
CERF

Central
Emergency
Response
Fund



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les avis exprimés dans ce rapport sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Des donateurs et des partenaires : L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.

Organisation Internationale pour les Migrations

Mission du Cameroun

Sous-Bureau de Maroua

UN House Comice

Maroua

Région de l'Extrême-Nord

Cameroun

Tél. : +237 222 20 32 78

E-mail : DTMCameroon@iom.int

Sites web : <https://ww.iom.int/fr/countries/cameroon>, <https://displacement.iom.int/cameroon>,
www.GlobalDTM.info/cameroon

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme et de quelque façon, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans l'autorisation préalable de l'éditeur.



Cameroun | Rapport sur les déplacements

Région de l'Extrême-Nord

Round 21 | 25 Mai – 10 Juin 2020



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	5
CONTEXTE & MÉTHODOLOGIE	6
CONTEXTE	6
MÉTHODOLOGIE	6
LIMITES ET DIFFICULTÉS RENCONTRÉES	7
POPULATIONS DÉPLACÉES	8
FAITS SAILLANTS	8
PROFIL DÉMOGRAPHIQUE	10
MOTIFS DE DÉPLACEMENT	10
INFORMATIONS LIÉS AU COVID-19.....	11
PÉRIODES DE DÉPLACEMENT	14
DURÉES DE TRAJET ET MOYENS DE DÉPLACEMENT	15
CONDITIONS DE VIE ET BESOINS PRIORITAIRES	16
Moyens de subsistance.....	16
Types d'hébergement	16
Besoins prioritaires des populations déplacées	17
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)	19
FAITS SAILLANTS	19
MOTIFS DE DÉPLACEMENT DES PDI.....	21
MOUVEMENTS INTRA- ET INTER-DÉPARTEMENTAUX DES PDI	22
TYPES D'ABRIS DES PDI	22
RÉFUGIÉS HORS CAMP	24
ENREGISTREMENT DES RÉFUGIÉS HORS CAMP	24
FAITS SAILLANTS DES RÉFUGIÉS HORS CAMP	24
MOTIFS DE DÉPLACEMENT DES RÉFUGIÉS HORS CAMP.....	26
MOUVEMENTS INTRA-DÉPARTEMENTAUX DES RÉFUGIÉS HORS CAMP.....	27
TYPES D'ABRIS POUR LES RÉFUGIÉS HORS CAMP.....	27
RETOURNÉS	28
FAITS SAILLANTS DES RETOURNÉS.....	28
MOUVEMENTS DES RETOURNÉS ENTRE DÉPARTEMENTS ET PAYS	31
MOTIFS DE RETOUR DES POPULATIONS RETOURNÉES	31
TYPES D'ABRIS DES RETOURNÉS	32
ANNEXES	33

RÉSUMÉ

La Matrice de Suivi des Déplacements, (*Displacement Tracking Matrix – DTM*, en anglais), est un outil de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), qui permet de suivre et de surveiller les déplacements et la mobilité des populations. Elle collecte des informations à différents niveaux, les traite et les diffuse, afin de garantir aux acteurs humanitaires, aux gouvernements et autres acteurs intéressés, une meilleure compréhension des mouvements et de l'évolution des besoins des populations déplacées : les facteurs d'influence, les moyens et durées de déplacement, les intentions futures des migrants, leurs conditions de vie et encore bien d'autres éléments sont autant d'informations recherchées et récoltées auprès des populations déplacées elles-mêmes.

Ce rapport donne un aperçu de la situation dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, où l'insécurité liée aux violences de groupes extrémistes armés et, dans une moindre mesure, les phénomènes climatiques, ont donné lieu à d'importants mouvements de population. Les informations présentées dans ce rapport ont été recueillies auprès des personnes déplacées avec l'accord et le soutien des autorités locales, entre le 25 mai et le 10 juin 2020.

	Population déplacée		Villages recensés
	321 886 PDI 48 769 Réfugiés hors camp 123 489 Retournés 494 144 Individus au total		964 villages recensés au total 33 nouveaux villages 25 villages n'accueillent plus de déplacés 64 villages sont vides ¹
	Raisons de déplacement	10,5% par des catastrophes naturelles <1% par des conflits intercommunautaires	
	89,1% par le conflit armé		
	Démographie²		64% moins de 18 ans
	50,7% hommes		41% mineurs entre 0 et 5 ans
	49,3% femmes		3% plus de 60 ans
	8 individus par ménage		
Type d'hébergement des populations déplacées³			
	41% Familles d'accueil 24% Abris spontanés 15% Habitation d'origine	9% Location 9% Domiciles personnels 2% Centres collectifs et Plein-air	
	Tendances Le nombre de Personnes Déplacées Internes a augmenté de 8% Le nombre de Réfugiés hors camp a augmenté de 3% Le nombre de Retournés a augmenté de 6%		

¹ Le nombre de villages abritant au moins l'une des populations cibles de la DTM dans la région est donc estimé à 875.

² Les données datent du mois d'octobre 2019.

³ Les populations déplacées incluent les PDI, retournés et réfugiés hors camp.

CONTEXTE & MÉTHODOLOGIE

CONTEXTE

Depuis 2014, le Cameroun est l'objet d'attaques perpétrées par des groupes armés. Les attaques et les menaces récurrentes continuent de provoquer des déplacements de populations vivant dans la région de l'Extrême-Nord. Du fait de sa situation géographique et culturelle, et notamment sa proximité avec le Nigéria et le Tchad, la région a subi des dégâts matériels et humains importants.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mis en place la Matrice de Suivi des Déplacements (*Displacement Tracking Matrix – DTM*, en anglais) au Cameroun en novembre 2015, dans le but d'obtenir une meilleure compréhension des caractéristiques des populations déplacées, retournées et réfugiées hors camp et des tendances de déplacement. Cet exercice a également pour objectif d'identifier les besoins des populations déplacées ainsi que les facteurs accentuant leurs vulnérabilités. Ces informations sont collectées puis disséminées auprès du gouvernement camerounais et de la communauté humanitaire afin de leur fournir une meilleure compréhension des mouvements dans la région de l'Extrême-Nord.

MÉTHODOLOGIE

La vingt-et-unième phase d'évaluation de la DTM a été conduite entre les **25 mai et 10 juin 2020**, dans **964 localités** de la région, afin de mettre à jour les données et informations sur les déplacements de population dans la région de l'Extrême-Nord, à savoir le Mayo-Kani, le Mayo-Danay, le Diamaré, le Mayo-Tsanaga, le Mayo-Sava et le Logone-Et-Chari. Ces villages sont répartis dans **40 arrondissements** au sein des six départements de la région.

La collecte de données du round 21 de la DTM a été effectuée par **106 énumérateurs** formés, équipés et déployés dans les six départements de la région, auprès de **2 408 informateurs clés**. Sous la responsabilité directe de l'équipe DTM, les enquêteurs assurent des rôles bien précis de points focaux, chefs d'équipe ou énumérateurs, facilitant ainsi la coordination lors de la collecte d'information.

Pendant chaque exercice de DTM, l'OIM met l'accent sur la communication avec ses partenaires privilégiés présents sur le terrain, notamment pour vérifier la cohérence des données qu'elle s'apprête à publier. À chaque round, l'OIM communique étroitement avec le **MRR (Mécanisme de Réponse Rapide)** existant dans l'Extrême-Nord ainsi qu'avec le **HCR (Haut-Commissariat pour les Réfugiés)** afin de s'assurer de la cohérence des chiffres en sa possession. L'OIM collabore également avec les **autorités locales et administratives** pour faciliter l'accès aux informations recherchées.

Le présent rapport communique les informations suivantes : **les données démographiques, la répartition géographique ainsi que l'évolution comparative des déplacements depuis le dernier rapport, les origines et destinations des populations déplacées, leurs raisons et périodes de déplacements, leurs types d'hébergement et d'abri et leurs besoins humanitaires prioritaires.**

La collecte, qui se fait à l'aide de tablettes adaptées pour faciliter l'exercice, est suivie de l'analyse des données, conçue pour optimiser la qualité des données récoltées auprès des informateurs clés. Plusieurs formulaires adaptés à chaque niveau spécifique d'information sont utilisés. Des informations sont collectées au niveau départemental, des arrondissements et des villages.

Trois niveaux d'enquête sont réalisés par round :

1. **Au niveau des départements**, l'évaluation se fait par les points focaux qui travaillent auprès des préfets. C'est également à ce niveau que l'échantillon des ménages auprès desquels l'enquête sur les intentions de retour des populations déplacées sera menée est défini.
2. **Au niveau des arrondissements**, les chefs d'équipes collectent des données auprès des sous-préfets. C'est à ce niveau que les listes des villages accueillant des populations déplacées sont mises à jour.

3. **Au niveau des villages**, les énumérateurs collectent des données auprès des chefs de village et des représentants des populations déplacées, et de toute autre personne susceptible de fournir des informations sur les déplacés.

Les « populations déplacées » incluent les personnes déplacées internes, les retournées et les réfugiés hors camp, tels que définis ci-dessous :

- Une personne déplacée interne (PDI) est une « personne [...] qui a été forcée ou contrainte à fuir ou à quitter son foyer ou son lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'a pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un État⁴».
- Un réfugié hors camp est une personne ressortissante d'un pays autre que celui où elle se trouve et qui est venue dans ce dernier pour chercher refuge d'une situation à laquelle elle était confrontée dans son pays d'origine, mais qui ne vit pas dans un camp officiel.
- Une personne retournée est une personne qui, alors qu'elle s'était installée dans un lieu autre que son lieu d'origine, est depuis retournée dans son lieu d'origine. On distingue les retournés anciennes PDI, qui étaient déplacés à l'intérieur des frontières de leur pays d'origine ou de résidence habituelle et qui sont depuis retournés dans leur localité d'origine, des retournés de l'étranger, qui étaient déplacés dans un pays autre que leur pays d'origine ou de résidence habituelle et qui sont depuis retournés dans leur pays.

LIMITES, DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET ACTIONS PRISES

Diverses difficultés ont été rencontrées au cours de cette opération :

- La pandémie de COVID-19 a contraint l'équipe DTM à adapter sa stratégie de formation, de méthodologie de collecte et de suivi et d'évaluation sur le terrain
- Plusieurs villages étaient inaccessibles à cause de l'insécurité dans certaines zones.
- Huit villages accueillant des populations déplacées étaient interdits d'accès par l'armée et les conditions sécuritaires dans dix autres villages étaient instables. Par conséquent, les déplacements des énumérateurs dans ces villages étaient restreints.

Les stratégies suivantes ont été mises en œuvre pour remédier aux difficultés mentionnées ci-dessus :

- L'OIM a développé des Procédures Standard pour adapter sa méthodologie de collecte à la situation sanitaire, dans le respect des mesures barrières et de distanciation sociale décrétées par le Gouvernement du Cameroun pour limiter la propagation du virus.
- Les formations ont été conduites en plus petits groupes, des modules de sensibilisation à la COVID-19 ont été intégrés (symptômes, mesures barrières) et dispensés par un représentant de l'OMS. Des équipements de protection personnelle (masques et gel hydroalcoolique) ainsi que des outils de communication (affiches) ont été mis à disposition des enquêteurs avant et pendant toute la durée de la collecte. Il a également été demandé à tous les enquêteurs d'éviter d'organiser des entretiens de groupe et de respecter les mesures barrières pendant les entretiens. Dans le cas des villages dont l'accès était interdit, les données ont été collectées par téléphone.

Dans le cas des villages où la situation sécurité était précaire, les enquêteurs ont pu mener leur évaluation en collaboration avec les guides locaux et les chefs de villages. Plusieurs autres points ont été constatés pendant cette phase de collecte :

- Les attentes des populations déplacées interrogées restent élevées en termes d'accès à l'assistance humanitaire.

⁴ <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration>

L'assistance humanitaire est majoritairement concentrée dans les zones touchées par les violences perpétrées par les groupes armés et dans une moindre mesure dans les zones affectées par les aléas climatiques (inondations).

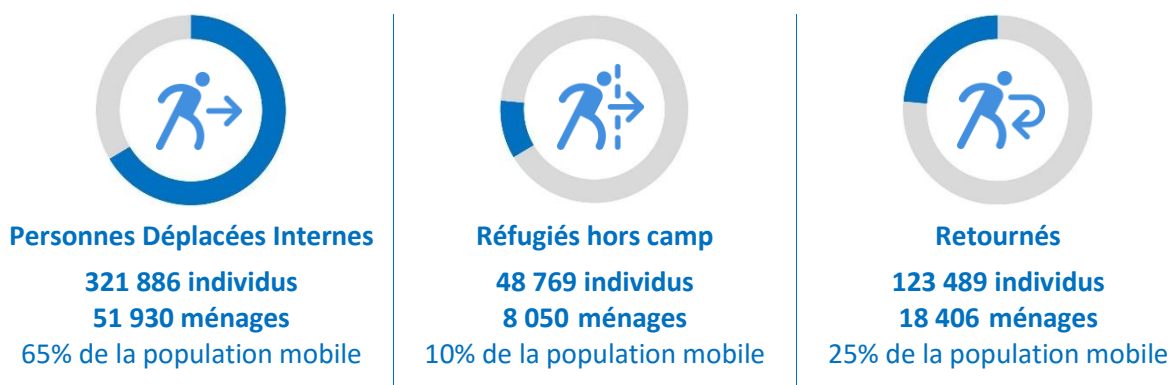
POPULATIONS DÉPLACÉES

FAITS SAILLANTS

Lors du round 21 de la DTM, un total de 494 144 individus a été identifié, dont **321 886 PDI** (51 930 ménages), **48 769 réfugiés hors camp** (8 050 ménages) et **123 489 retournés** (soit 18 406 ménages).

La population déplacée dans la région a augmenté de 7 pour cent par rapport au round précédent (Décembre 2019). Le nombre de PDI a augmenté de 8 pour cent, le nombre de réfugiés hors camp a augmenté de 3 pour cent et le nombre de retournés a augmenté de 6 pour cent depuis le dernier round. Cette augmentation confirme l'aggravation des conditions climatiques et sécuritaires dans l'Extrême Nord au cours des derniers mois, engendrant de plus en plus de déplacements.

Graphique I : Répartition des populations déplacées



Lors de cet exercice, **964 localités** (sites de déplacement spontanés et villages confondus)⁵ de la région ont été évaluées afin de mettre à jour les données et informations sur les déplacements. Ces villages sont répartis dans 40 arrondissements au sein des six départements de la région. Le tableau ci-dessous fait le décompte des localités évaluées dans chaque département ainsi que le nombre de personnes déplacées par département. Parmi les villages recensés, 64 se sont avérées être vides (6 de plus qu'au round précédent) dont 43 se trouvant dans le Logone-Et-Chari, 16 dans le Mayo-Sava, trois dans le Mayo-Tsanaga, et deux dans le Mayo-Danay). 25 n'accueillent plus de déplacés et sont majoritairement situés dans le Logone-et-Chari. **Sur les 964 localités évaluées, 875 accueillent les populations cibles et feront donc l'objet de ce rapport.**

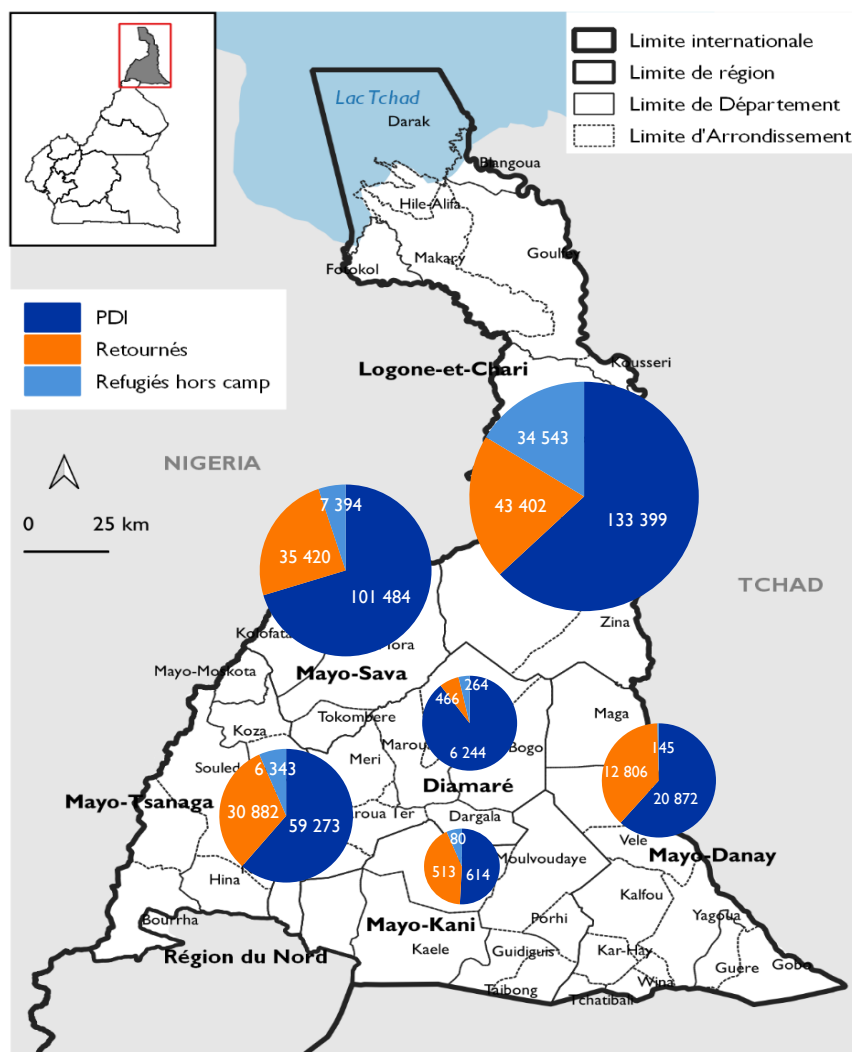
Parmi ces localités, **116 sites spontanés** ont été recensés, 12 de moins qu'au précédent round, regroupant 9 761 ménages de personnes déplacées internes, 1 999 ménages de réfugiés hors camp et 26 ménages de retournés vivant dans des abris spontanés. Onze nouveaux sites spontanés ont été recensés, dont quatre situés dans le Mayo-Sava, trois dans le Mayo-Tsanaga, deux dans le Mayo-Danay, un dans le Logone-Et-Chari et un dans le Mayo-Kani. Les sites de Zalmava (Mokolo, Mayo-Tsanaga) et de Godji-Godji (Tokombere, Mayo-Sava), accueillent chacun déjà plus de mille personnes déplacées.

La population déplacée représente approximativement **16 pour cent** de la population totale dans la région de l'Extrême-Nord. Dans le Logone-et-Chari et le Mayo-Sava, la population déplacée représente respectivement 43 pour cent et 41 pour cent de la population totale.

⁵ Sur ces 964 localités, 64 se sont avérées détruites ou inhabitées et 25 n'accueillent plus de déplacés, expliquant le chiffre de 875 localités cité dans les parties analytiques de ce rapport. Sur la base des informations disponibles, la DTM couvre 100 pour cent des villages qu'elle cible en amont de chaque round.

Tableau I : Nombre de villages enquêtés et part de la population déplacée sur la population totale par département

Départements	# Villages enquêtés	Population totale ⁶	Population déplacée	Ratio population déplacée / population totale
Diamaré	62	667 227	6 974	1%
Logone-Et-Chari	517	486 997	211 344	43%
Mayo-Danay	67	529 061	33 823	6%
Mayo-Kani	23	404 646	1 207	0%
Mayo-Sava	126	348 890	144 298	41%
Mayo-Tsanaga	169	699 971	96 498	14%
Total Région E-N	964	3 136 792	494 144	16%

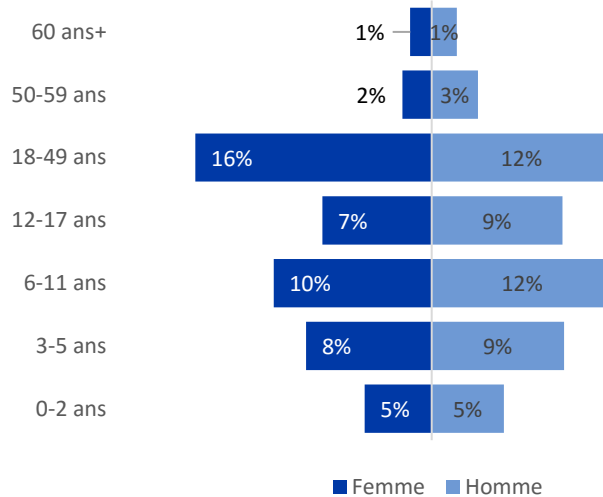
Carte I : Répartition des populations déplacées dans la Région de l'Extrême-Nord⁷

⁶ Les chiffres de 'population totale' sont tirés de l'annuaire statistique du Cameroun, publié par l'Institut National de la Statistique (INS) en 2015, qui fait état de la population départementale en 2005, et estime la population cumulée de la région de l'Extrême-Nord à 3 897 577 en 2014 pour un taux de croissance annuel de 2,4%. Comme cité dans ce document de référence, ces chiffres ne prennent pas en considération la dynamique créée par les flux migratoires

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE

La population déplacée est composée à 50,7 pour cent d'hommes et à 49,3 pour cent de femmes. La taille moyenne des ménages déplacés est de huit personnes. Presque tous les ménages déplacés (97%) ont des enfants, et le nombre moyen d'enfants par ménage est de cinq. Les mineurs (moins de 18 ans) représentent presque deux-tiers de la population mobile (64%) tandis que les personnes âgées (60 ans et plus) en représentent 3 pour cent⁸. Au cours de la collecte, au moins 400 enfants non accompagnés et 300 enfants séparés ont été identifiés, majoritairement dans les trois départements frontaliers du Nigéria⁹.

Graphique 2 : Répartition des populations déplacées par âge et par sexe



Femmes 49,3 % | Hommes 50,7

MOTIFS DE DÉPLACEMENT

L'insécurité et les attaques perpétrées par les groupes armés actifs dans la région reste le motif majeur des déplacements dans la région depuis le début des périodes de collecte, ayant provoqué le déplacement de 89,1 pour cent des populations déplacées. Par ailleurs, 10,5 pour cent des déplacements ont été provoqués par des inondations, sécheresses et autres facteurs climatiques, principalement dans le Mayo-Danay, tandis que moins de 1 pour cent des populations déplacées ont fui des violences intercommunautaires.

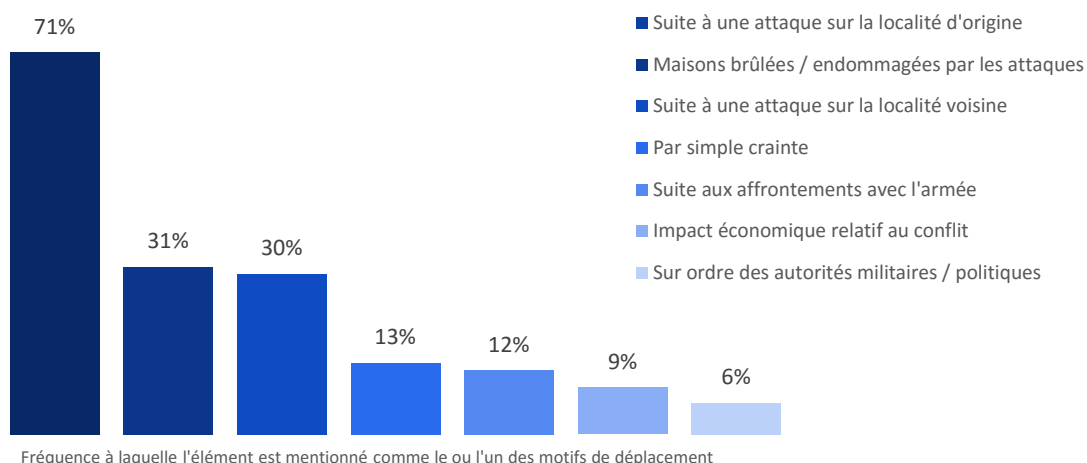
Parmi les nouveaux déplacements comptabilisés lors de ce round, c'est-à-dire ayant eu lieu entre janvier et mai 2020, 78 pour cent sont liés aux conflits armés dans les départements du Logone-Et-Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga et 22 aux aléas climatiques

Le graphique ci-dessous présente les causes plus précises du déplacement des personnes qui se sont déplacées en raison du conflit. Ces données sont issues d'entretiens directs avec les personnes déplacées effectués dans le cadre des enquêtes de ménages en octobre 2019. Une part très importante des personnes ayant été déplacées par le conflit évoquent des attaques touchant directement leur maison, leur localité ou une localité voisine. Il est à noter que ces motifs ne sont pas exclusifs et qu'un déplacement peut être causé par la conjonction de plusieurs motifs.

⁸ Les données datent du mois d'octobre 2019.

⁹ Des informations plus détaillées sont disponibles sur demande.

Graphique 3 : Motifs de déplacement des populations fuyant le conflit ou des populations déplacées en raison du conflit



Fréquence à laquelle l'élément est mentionné comme le ou l'un des motifs de déplacement

Paradoxalement, dans 83 pour cent des localités évaluées, les informateurs clés ont mentionné que la population locale se sent en sécurité malgré la faible proportion de postes de police qui y sont opérationnels (90% des localités évaluées en sont dépourvues et 70% des postes de police existants se trouvent au moins à une heure de marche).

INFORMATIONS LIÉS A LA COVID-19

Avant la période de collecte des données sur le terrain, plusieurs cas positifs à la COVID-19 avaient été détectés dans la région de l'Extrême-Nord¹⁰, amenant l'OIM à adapter sa méthodologie de collecte sur le terrain. Les enquêteurs ont été formés pour la sensibilisation des populations à la pandémie et des affiches sur les signes et les symptômes, les méthodes de transmission, les mesures de prévention, ainsi qu'une affiche sur comment se laver les mains avec du savon ont été affichées et présentées par les enquêteurs dans chaque localité évaluée.

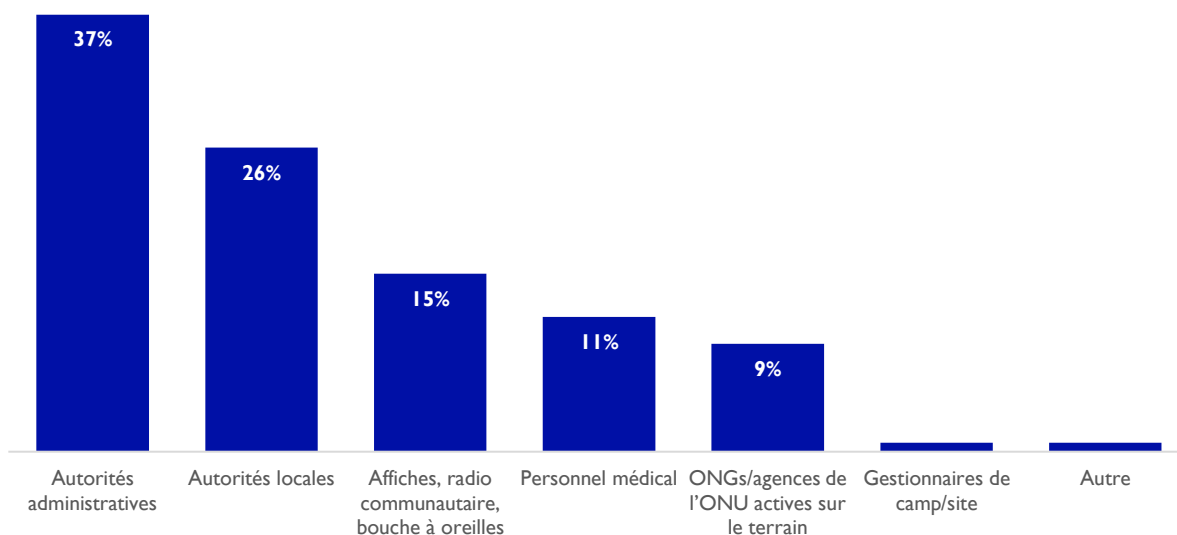
Sur les 882 localités évaluées sur les questions relatives à la COVID-19, des cas ont été détectés dans quatre de localités, au sein des populations hôtes majoritairement :

- Dans le Diamaré, les localités de Doualaré 1 dans l'arrondissement de Maroua II et Pette Centre dans l'arrondissement de Pette ;
- Dans le Logone-Et-Chari, les localités de Mala dans l'arrondissement de Goulfey et Mada dans l'arrondissement de Makary.

Malgré le nombre de cas relativement restreint dans la région, près des deux-tiers de la population (69%) dans les localités évaluées sont conscients de l'existence de la pandémie, car la sensibilisation sur les moyens de se protéger du COVID-19 et d'éviter la propagation du virus a été effectuée dans 74 pour cent des localités. Ces sensibilisations ont pour la majorité été effectuées par les autorités administratives et locales (63% des localités) et une partie (15%) à travers des affiches, radios communautaires ou le bouche à oreilles. La majorité de la population a indiqué préférer recevoir des informations sur les mesures à prendre contre le COVID-19 par les autorités administratives et locales.

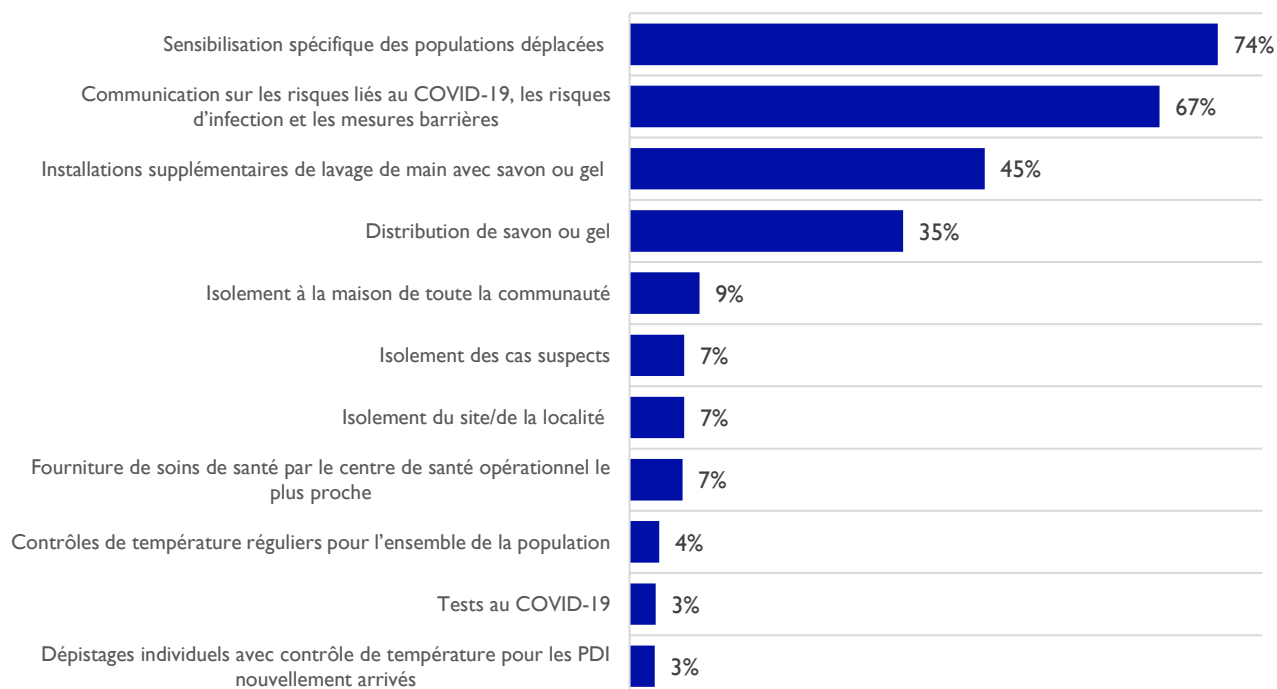
¹⁰ 37 cas comptabilisés à l'Extrême-Nord par le Gouvernement au 20 mai 2020 selon le rapport de situation COVID-19 n°29.

Graphique 4 : Moyens par lesquels les populations ont été sensibilisées au COVID-19

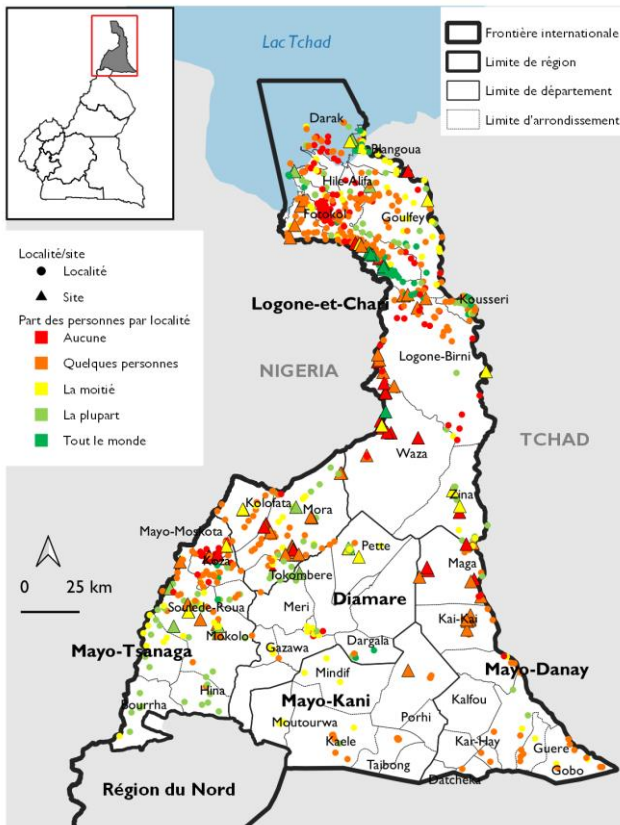


En dehors des mesures de sensibilisation, des mesures d'atténuation spécifiques ont été mises en place. Soixante-dix-huit pour cent des localités et sites de déplacés évalués ont répondu avoir bénéficié de mesures de sensibilisation et/ou d'atténuation, détaillées dans le graphique ci-dessous. Soixante-quatorze pour cent des localités ont sensibilisé les populations déplacées aux effets de la pandémie, 45 pour cent des localités ont installé des stations de lavage de main supplémentaires. Des tests n'ont été effectués que dans 3 pour cent des localités et l'isolement des cas suspects dans 7 pour cent des localités.

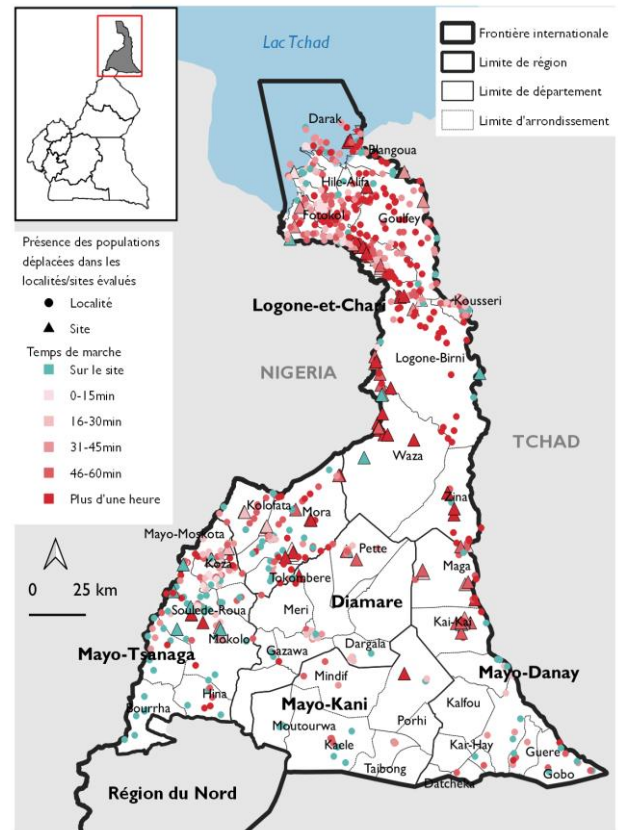
Graphique 5 : Mesures d'atténuation et de sensibilisation prises dans les localités évaluées



Carte 2 : Part des populations déplacées ayant accès à du savon ou gel hydroalcoolique



Carte 3 : Distance entre le site ou la localité et le centre de santé le plus proche

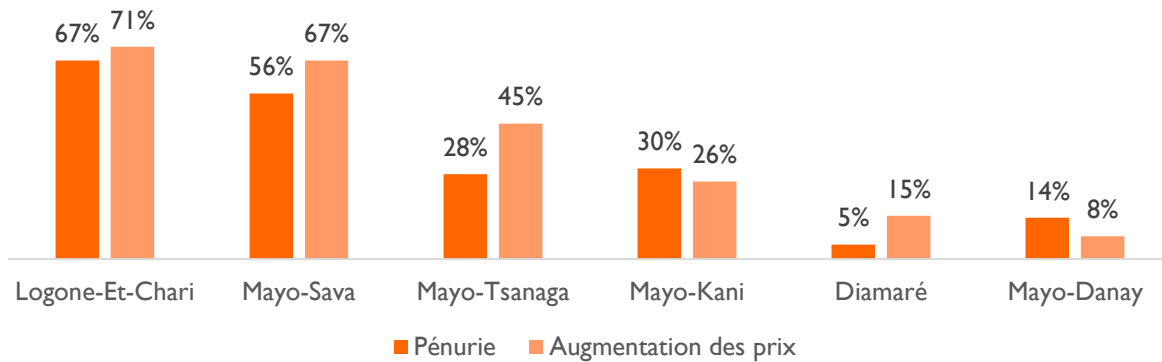


Ces cartes sont uniquement présentées à titre illustratif. Les noms et les frontières n'impliquent ni l'approbation ni l'acceptation officielle de la part de l'OIM.

Néanmoins, seulement 25 pour cent des populations déplacées ont accès à du savon ou du gel hydroalcoolique dans les sites ou les localités de déplacement et pour 17 pour cent des localités évaluées, personne n'a accès à du savon ou du gel. Or, pour 35 pour cent des localités évaluées, le centre de santé opérationnel le plus proche se trouve à plus d'une heure de marche.

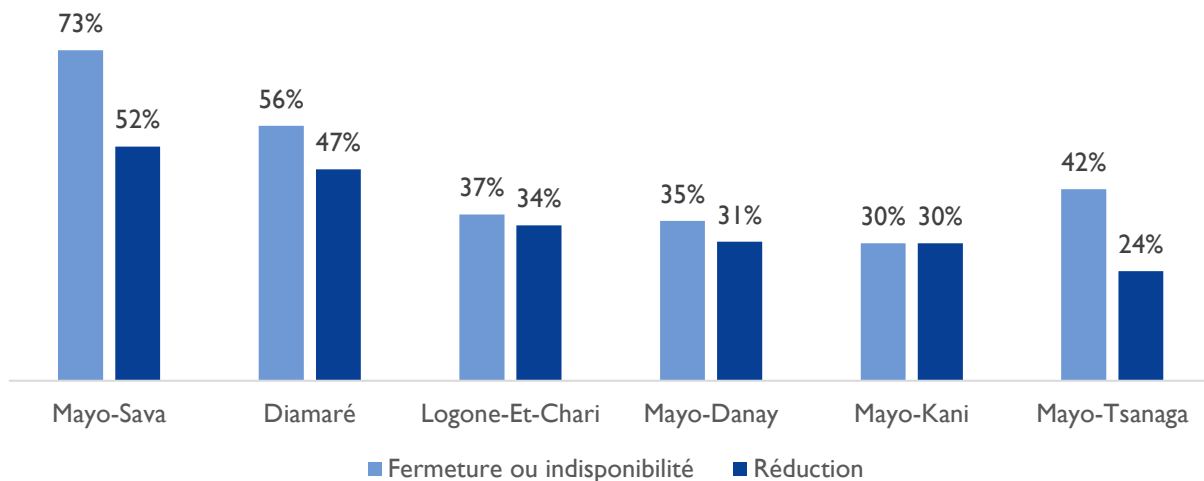
Depuis l'apparition du virus au Cameroun en mars 2020, des pénuries de produits de première nécessité (nourriture, eau, médicaments, kits d'hygiène) ont été observées dans 49 pour cent des localités, notamment dans le Logone-et-Chari et le Mayo-Sava, et la hausse des prix de ces produits ont augmenté dans 56 pour cent des localités évaluées, dans le Logone-et-Chari, le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga principalement. Ces pénuries s'expliquent en partie par les mesures de restriction des déplacements décidées par le Gouvernement à partir du 18 mars pour faire face à la propagation de la COVID-19, induisant la rupture de certaines chaînes d'approvisionnement et donc la pénurie et la hausse des prix de certaines denrées.

Graphique 6 : Pénurie ou augmentation des prix des produits de première nécessité depuis mars 2020



Les mesures de distanciation sociale imposées par le Gouvernement ont également inclus la fermeture des établissements scolaires entre le 18 mars et le 1^{er} juin et ont contraint la plupart des établissements publics à pratiquer le travail à distance. Ces mesures, ajoutées à la peur du virus, expliquent l'indisponibilité ou la fermeture totale de services de bases (services de santé, écoles, marchés, infrastructures sanitaires, infrastructures publiques, eau et électricité) dans 43 pour cent des localités, notamment dans le Mayo-Sava et le Diamaré, et partielle dans 35 pour cent des localités.

Graphique 7 : Fermeture ou réduction des services de base depuis mars 2020



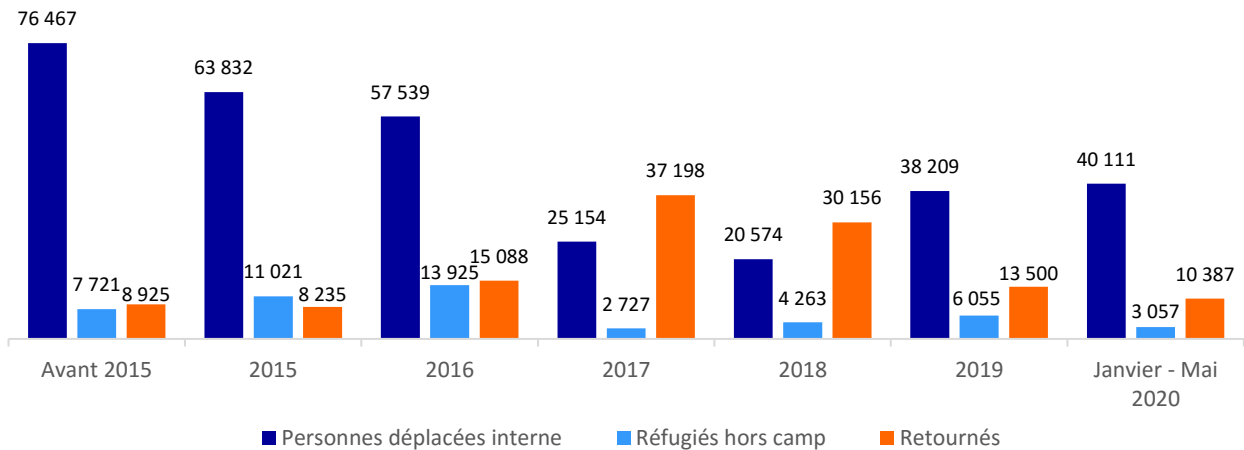
PÉRIODES DE DÉPLACEMENT

Parmi l'ensemble des déplacements recensés depuis 2015 (PDI, réfugiés hors camp et retournés), les nouveaux déplacements, recensés entre janvier et mai 2020, représentent 11 pour cent du total, alors que les déplacements recensés sur toute l'année 2019 représentent 12 pour cent du total et 11 pour cent pour 2018. Les autres personnes se sont déplacées avant 2015 (19%), en 2015 (17%), en 2016 (17%), en 2017 (13%).

Alors qu'on observe depuis 2015 une baisse des nouvelles arrivées de personnes déplacées internes chaque année, depuis 2019, le nombre de nouvelles arrivées de PDI ne cesse d'augmenter en raison d'une recrudescence des violences et des inondations qui continuent de survenir, y compris jusqu'à cette période d'évaluation.

Les retours ont été quant à eux identifiés pour la majorité entre 2017 et 2018, période pendant laquelle la sécurité s'est améliorée avec l'installation de plusieurs bases militaires dans la région. Les violences survenues depuis le début de l'année 2019 dans la région de l'Extrême-Nord continuent de ralentir les mouvements de retour jusqu'à cette période.

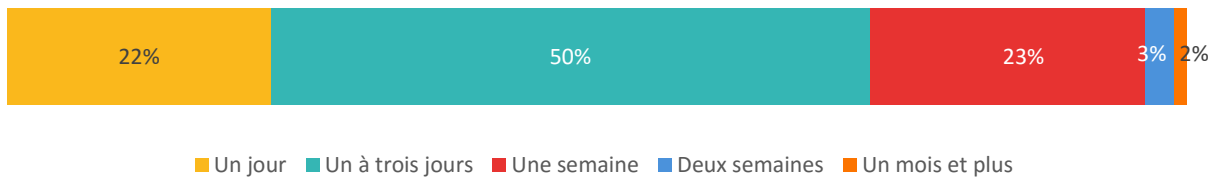
Graphique 8 : Distribution des déplacements par catégorie de personnes déplacées et par période



DURÉES DE TRAJET ET MOYENS DE DÉPLACEMENT¹¹

La moitié des personnes déplacées internes et réfugiés hors camp (50%) ont indiqué avoir effectué, pour leur trajet initial, un trajet entre un à trois jours de leur lieu de résidence habituel au lieu dans lequel ils se sont installés, tandis que 2 pour cent des ménages ont effectué un trajet d'au moins un mois.

Graphique 9 : Durée du trajet

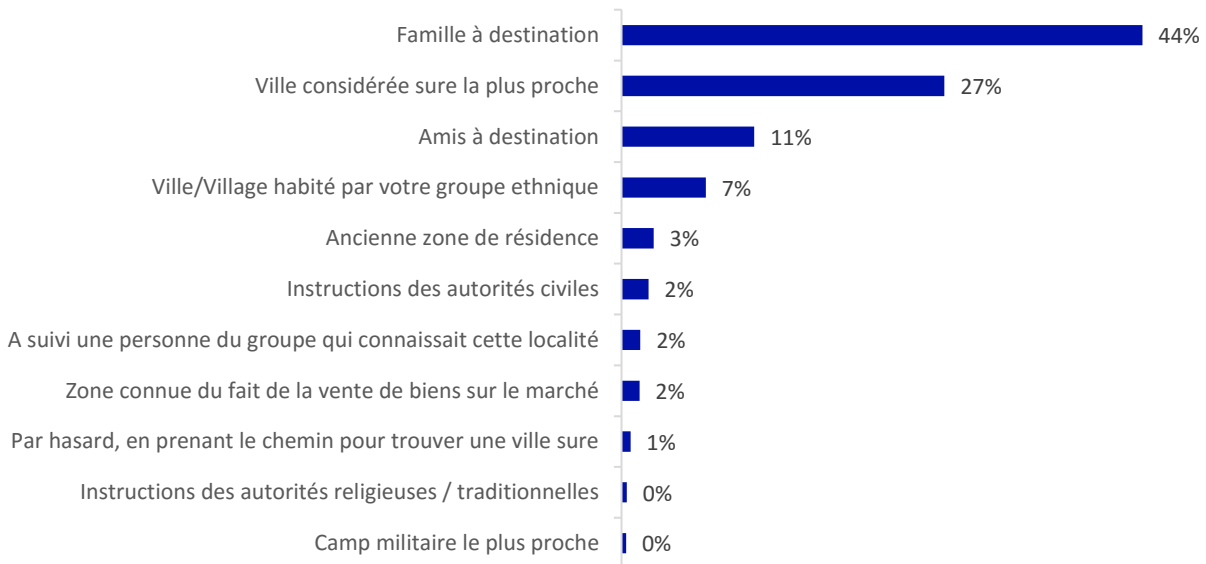


Concernant la fréquence des déplacements des ménages PDI et réfugiés hors camp, 54 pour cent ont effectué un seul déplacement jusqu'à leur lieu d'installation, soit parce que les moyens de subsistance y étaient suffisamment disponibles, soit parce qu'ils n'avaient pas les moyens de se déplacer de nouveau pour trouver un meilleur emplacement. Un total de 35 pour cent de PDI et réfugiés hors camps en étaient à leur deuxième déplacement ; 8 pour cent des ménages PDI et réfugiés hors camp ont effectué trois déplacements et 3 pour cent plus de trois déplacements.

Enfin, la majorité des populations déplacées (55%) a déclaré avoir choisi leur lieu de déplacement car au moins un membre de leur famille ou un ami y résidait. Une plus petite proportion (27%) sont allés vers la ville la plus proche rapportée comme la plus sécurisée, 7 pour cent sont allés vers des localités habitées par leur groupe ethnique, et seulement 3 pour cent sont retournés vers leurs anciennes zones de résidence.

¹¹ Les données datent du mois d'octobre 2019.

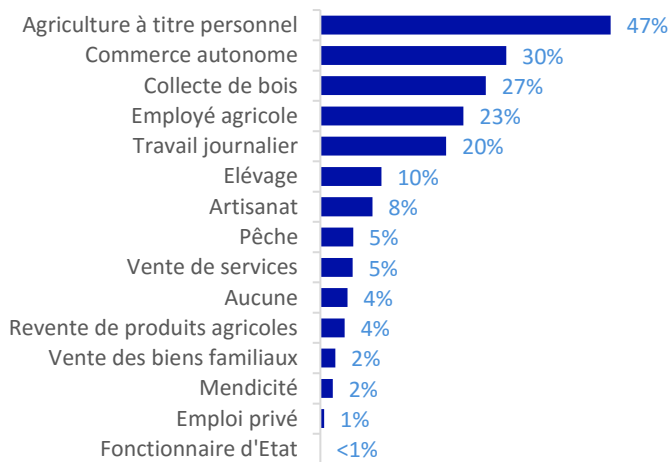
Graphique 10 : Principales raisons du choix du lieu de déplacement



CONDITIONS DE VIE ET BESOINS PRIORITAIRES

Moyens de subsistance¹²

Graphique 11 : Moyens de subsistance des ménages (réponses multiples)



L'agriculture à titre personnel constitue toujours le principal moyen de subsistance des populations cibles. En effet, la moitié des ménages interrogés vit de sa propre production agricole (47%). D'autres groupes de populations déplacées effectuent des activités génératrices de revenus, telles que le petit commerce autonome (30%), la collecte et revente de bois (27%), le travail agricole (23%), l'élevage (10%) et l'artisanat (8%), qui sont les plus importants. Par ailleurs, 4 pour cent de la population déplacée ne mènent aucune activité.

Types d'hébergement

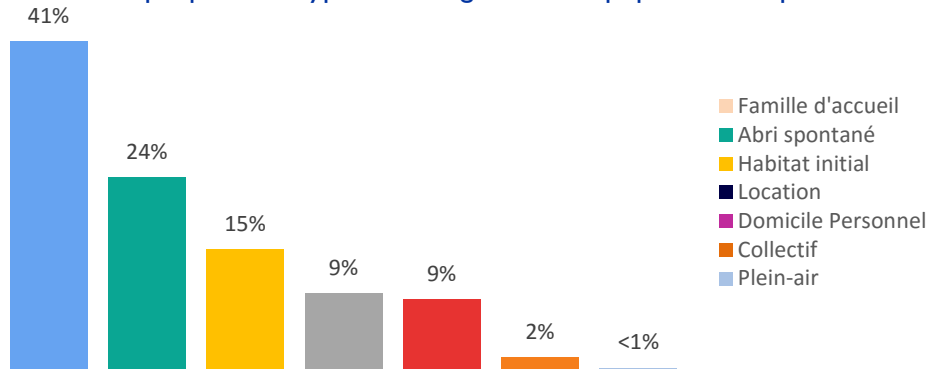
Dans tous les départements évalués, la plus grande partie des populations déplacées vit en famille d'accueil (41% du total) ou en abris spontanés (24%, 116 sites spontanés ont été comptabilisés au total). Pendant cette dernière période de collecte des données, le nombre de ménages vivant au sein des familles d'accueil et dans les abris spontanés a augmenté, en raison du nombre important de nouveaux déplacés identifiés entre janvier et mai 2020 (32 480 individus de plus). Les autres ménages vivent, dans leur habitat initial (15%), en location (9%), dans les abris collectifs (2%). Par ailleurs, 9 pour cent ont pu s'acquiescer d'un

¹² Les données datent du mois d'octobre 2019.

domicile personnel (soit par l'achat soit par la construction d'une maison, dont 1 500 ménages de plus depuis le début de l'année 2020) et moins de 1 pour cent vit en plein air ou est sans abri¹³.

Les matériaux utilisés pour les logements au sein desquels vivent les populations mobiles sont variables : des maisons en bois ou terre battue (70%), des maisons construites en dur (17%), et des cases en paille (13%).

Graphique 12 : Types d'hébergement des populations déplacées



Besoins prioritaires des populations déplacées

Pendant cette évaluation, les entretiens menés avec les chefs communautaires et les représentants des populations déplacées ont permis de faire ressortir les besoins prioritaires sectoriels dans les villages enquêtés. Les pénuries de produits de première nécessité, la fermeture de nombreux services de base et l'impossibilité pour les travailleurs humanitaires d'accéder aux zones en crise en raison de la pandémie et des mesures qui ont été prises par le gouvernement pour en limiter la propagation constituent un poids supplémentaire pour les populations déplacées et d'accueil, dont les besoins en eau et en vivre sont de plus en plus pressants.

L'accès à l'eau potable reste le besoin prioritaire pour cette période de collecte le besoin prioritaire dans les six départements de la région de l'Extrême-Nord et reste le problème majeur dans 44 pour cent des localités enquêtées. 28 pour cent des points d'eau ne sont pas fonctionnels et le point d'eau fonctionnel le plus proche se trouve à plus d'une heure de marche pour 52 pour cent des localités évaluées. Les forages à pompe manuelle et les puits traditionnels ou à ciel ouvert sont les types de points d'eau les plus fréquents (90%).

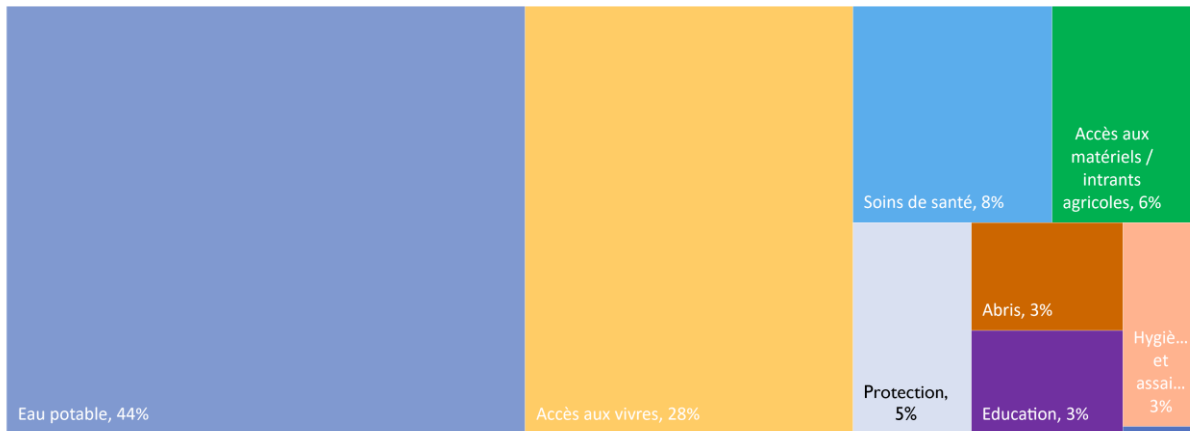
L'accès aux vivres et l'accès aux soins de santé ont également été cités par les populations déplacées comme étant des besoins humanitaires prioritaires. Quarante-vingt un pour cent des villages évalués n'ont pas de centres de santé (clinique privée, clinique mobile, hôpital de district intégré, centre de santé ou centre médical), et 35 pour cent des centres de santé existants se trouvent à plus d'une heure de marche de la localité. Seules 40 pour cent des localités évaluées ont un accès au marché pour se fournir en vivres et 42% vivent de leur propre production agricole et de la pêche.

Même si l'accès à l'éducation ne figure pas parmi les besoins prioritaires, les enquêtes au niveau des villages ont montré que plus de 44 pour cent des villages n'ont pas d'école primaire, secondaire ou coranique, alors que dans le cas où des écoles existent, 53 pour cent se trouvent à plus d'une heure de marche de la localité. C'est le cas pour la quasi-totalité des écoles dans le département du Mayo-Danay et du Diamaré par exemple.

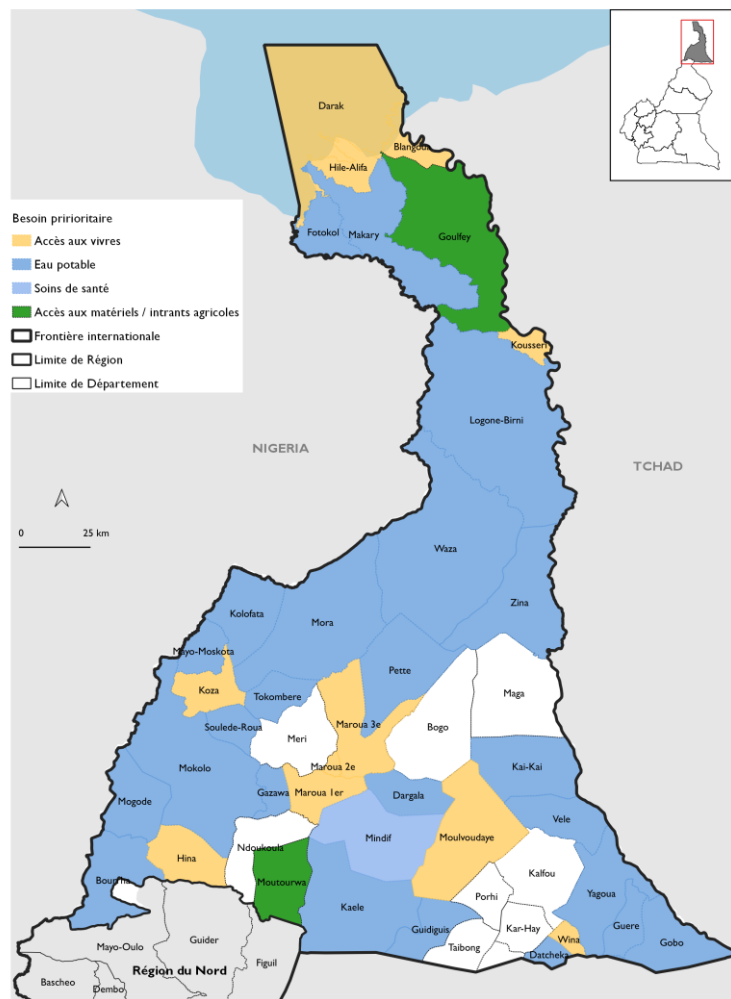
¹³ Ces chiffres se réfèrent à l'ensemble de la population cible ; les différences entre types de populations cibles seront expliquées plus bas. Seuls les PDI et retournés résident dans un nouveau domicile personnel et seule la population retournée est concernée par « Habitat initial ». Les réfugiés hors camp n'ont pas de droit à la propriété privée.

Dans les départements du Logone-Et-Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga, des besoins en matériels et intrants agricoles se font également fortement ressentir, concentrés sur une centaine de villages majoritairement dans les arrondissements de Makary, Gouffey et Moutourwa.

Graphique 13 : Besoins prioritaires des populations déplacées dans les villages enquêtés















Carte 4 : Besoins prioritaires des populations déplacées par arrondissement¹⁴



¹⁴ Il s'agit des besoins les plus pressants qui ont le plus souvent été signalés par les informateurs clés au niveau des localités enquêtés et qui ont ensuite été compilés au niveau arrondissement.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

 <p>Population 321 886 individus 51 930 ménages</p>	 <p>Villages accueillant les PDI 748 villages recensés 22 nouveaux villages</p>
 <p>Motifs de déplacement 91% par le conflit armé</p>	 <p>9,3% par des catastrophes naturelles <1% par des conflits intercommunautaires</p>
 <p>Démographie 50,2% hommes 49,8% femmes</p>  <p>8 individus en moyenne par ménage</p>	 <p>65% enfants de moins de 18 ans</p>  <p>41% mineurs de 0 à 5 ans</p>  <p>3% individus de plus de 60 ans</p>
<p>Type d'hébergement</p>  <p>48,9% Communautés hôtes 29% Abris spontanés 13% Location</p>  <p>7% Domiciles personnels 1,8% Centres collectifs <1% Air libre</p>	
 <p>Tendances Le nombre de personnes déplacées internes a augmenté de 8%</p>	

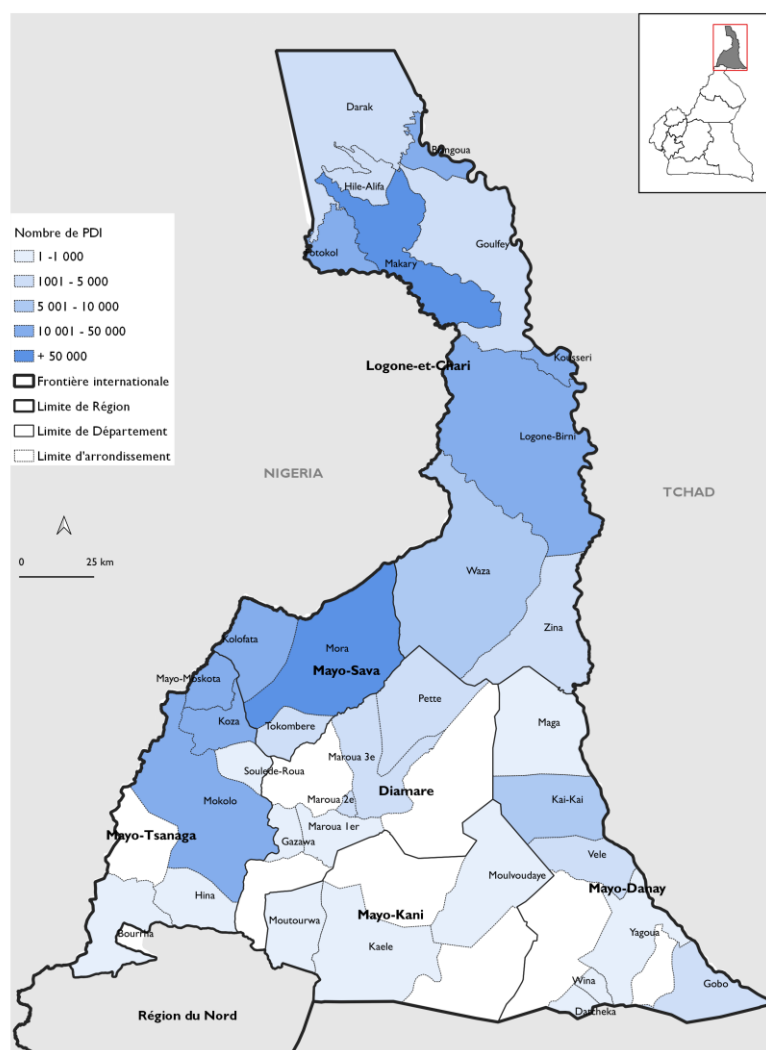
FAITS SAILLANTS

D'après la collecte des données du round 21, la région de l'Extrême-Nord compte actuellement **321 886 personnes déplacées internes** réparties dans **51 930 ménages**. Les PDI représentent 65 pour cent de toute la population déplacée de la région. Le nombre de PDI a augmenté de 8 pour cent, soit de 24 506 personnes, depuis le round précédent (décembre 2019).

Pendant cette dernière collecte de données, et depuis le précédent round, plusieurs mouvements et faits concernant les PDI ont été observés. Les plus significatifs sont :

- Pendant cette période, 22 nouvelles localités accueillant 6 528 PDI ont été identifiées et évaluées.
- Depuis le dernier round, 2 978 naissances ont été enregistrées au sein des PDI.
- **Dans le Logone-Et-Chari**, à la suite des inondations survenues à la fin de l'année 2019, une augmentation globale de 5 855 PDI a été observée, principalement dans l'arrondissement de Zina (3 097 de plus). L'insécurité a également provoqué l'arrivée d'un nombre important de PDI dans certains arrondissements : Makary (870 de plus), Kousséri (703 de plus), Hilé-Alifa (499 de plus) et Waza (469 de plus). Deux nouveaux sites ont été identifiés à Blangoua.
- **Dans le Mayo-Sava**, depuis le round précédent, plusieurs incursions de groupes armés ont eu lieu dans l'arrondissement de Mora, provoquant une augmentation globale de 12 393 PDI dans le département. Les augmentations sont pour la majorité visibles dans les différentes localités de l'arrondissement de Mora (8 299 PDI de plus). Cette insécurité persistante a provoqué les désertions de cinq localités ou sites de déplacés dont les plus importantes sont celles du site Goudéri de Kolofata (7 961 PDI de moins) et de la localité de Kordo (2 020 PDI de moins), dans l'arrondissement de Kolofata. Sur les huit nouveaux sites évalués dans le département, six se trouvent dans l'arrondissement de Mora.

- **Dans le Mayo-Tsanaga**, une augmentation globale de 7 227 PDI a été observée, principalement dans les arrondissements de Mokolo (4 895 de plus) et de Koza (1 802 PDI de plus), en raison des incursions de groupes armés. Dans l'arrondissement de Mokolo, neuf nouvelles localités accueillant 1 871 PDI ont été identifiées et évaluées dont la majorité (70%) est installée dans les sites de déplacés de Sirak-Gorai et de Zamalva ; Dans l'arrondissement de Koza, d'importants mouvements de populations ont été observés dans la localité de Gaboua (540 PDI identifiées en provenance de Mayo-Moskota), dans la localité de Gaboua Marché (150 PDI identifiées en provenance de Mayo-Moskota) et dans la localité de Mavoumay (250 PDI identifiées en provenance de Mozogo).
- **Dans le Diamaré**, une nouvelle localité (Grodow Foulbé) a été identifiée, elle accueille 10 ménages de 30 individus PDI en provenance du Logone et Chari. Il s'agit d'un déplacement secondaire au cours du mois de mars 2020, à la recherche des terres cultivables.
- **Dans le Mayo-Danay**, une diminution globale de 1 475 PDI a été observée, notamment dans les arrondissements de Kai-Kai (1 386 PDI de moins) et de Maga (182 PDI de moins). Ces PDI sont retournées dans leur zone d'origine au sein du même arrondissement, après les inondations de décembre 2019.
- **Dans le Mayo-Kani**, un nouveau site (Korre Kaya) accueillant 69 ménages de 497 individus en tant que PDI a été identifié et évalué dans l'arrondissement de Moulvoudaye. Ces PDI proviennent du département de Mayo-Sava (Kolofata). Il s'agit d'un déplacement secondaire au cours du mois de mars 2020, à la recherche de terres cultivables.

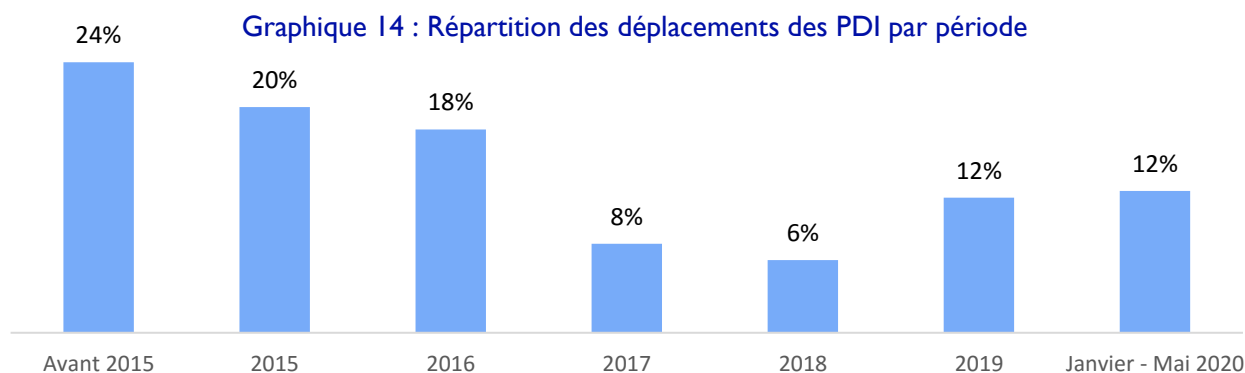


Les limites, les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle des Nations Unies.
REMARQUE : À certains endroits, les limites des Arrondissements peuvent avoir une imprécision importante.
Mise à jour: Janvier 2020 • Sources: OSM, INC, OIM • Projection: WGS84 • Echelle: 1/1 200 000 (sur A4)

Carte 5 : Répartition des Personnes Déplacées Internes (PDI) dans les départements

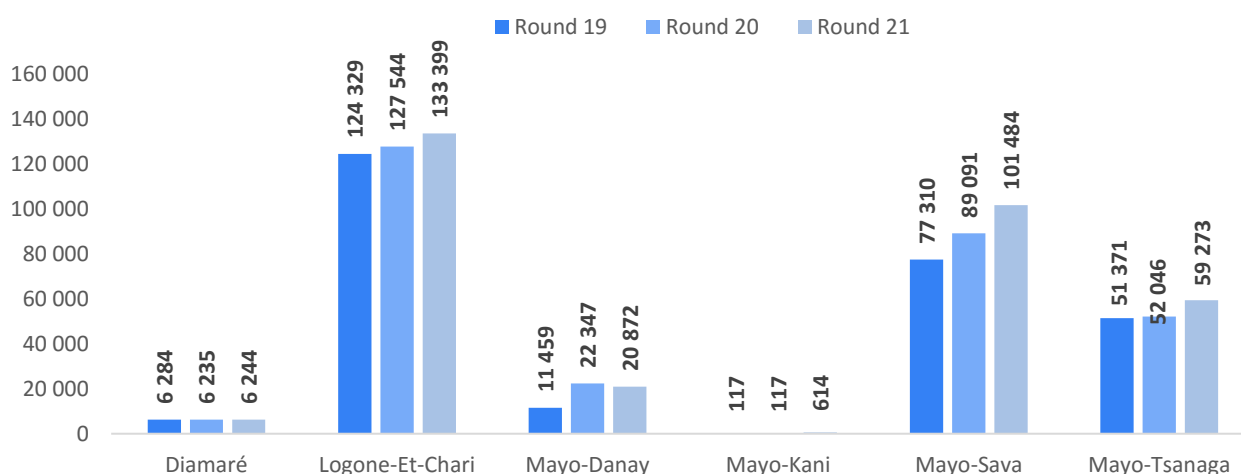
Les personnes déplacées internes proviennent principalement de trois départements (correspondant à 91% du total) : le Logone-Et-Chari, le Mayo-Sava, et le Mayo-Tsanaga. Ces départements ont effectivement subi, depuis le début de la crise, le plus grand nombre d'attaques de groupes armés.

Comme le montre le graphique ci-dessous, les PDI présentes dans la région se sont en majorité déplacées entre 2014 et 2016 (62%), périodes pendant lesquelles la région a subi le plus grand nombre des attaques survenues. En 2019, 38 209 PDI ont été dénombrées, et depuis janvier 2020, 40 111 nouvelles PDI ont déjà été enregistrées, ce qui représente une hausse considérable par rapport aux chiffres des deux dernières années, liée aux aléas climatiques et de la recrudescence marquée des violences.



Le nombre de PDI est en hausse depuis le round 18. Depuis les trois derniers rounds, le nombre de PDI a augmenté de 13 pour cent, soit un total de 34 549 PDI de plus identifiées. Le graphique ci-dessous présente l'évolution du nombre des PDI par département au cours des trois derniers rounds : ils sont en augmentation dans tous les départements, excepté le Mayo-Danay, où des retours d'un nombre important de PDI ont été enregistrés depuis janvier 2020. Ces PDI s'étaient déplacées à cause des inondations survenues entre août et décembre 2019. La plus forte hausse du nombre de PDI est à noter dans le département du Mayo-Sava, avec 12 393 nouvelles PDI, qui a été fortement touché par des incursions répétées de groupes armés depuis le début de l'année 2020.

Graphique 15: Nombre de Personnes Déplacées Internes (PDI) au cours des trois derniers rounds, par département



MOTIFS DE DÉPLACEMENT DES PDI

Le conflit armé constitue la principale cause de déplacement des PDI dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun (90,7%), sur l'ensemble des périodes de collecte. Les aléas climatiques ont quant à eux provoqué le déplacement de 9,3 pour cent des personnes déplacées internes et les conflits intercommunautaires en ont causé le déplacement de moins de 1 pour cent. Depuis janvier 2020, 90 pour cent des nouveaux PDI se sont déplacés à cause du conflit armé.

- **Dans les départements du Diamaré, Mayo-Kani, et Mayo-Tsanaga**, toutes PDI se sont déplacées du fait du conflit.
- **Dans le département du Mayo-Sava**, 99,9 pour cent des PDI se sont déplacées du fait du conflit contre moins de 1 pour cent à cause des aléas climatiques.
- **Dans le département du Logone-Et-Chari**, 92,6 pour cent des PDI se sont déplacées du fait du conflit contre 7,4 pour cent à cause des aléas climatiques et moins de 1 pour cent à cause des conflits intercommunautaires.
- **Dans le département du Mayo-Danay**, la majorité des PDI encore présentes se sont déplacées à cause des aléas climatiques (96%), tandis que 4 pour cent se sont déplacées du fait du conflit.

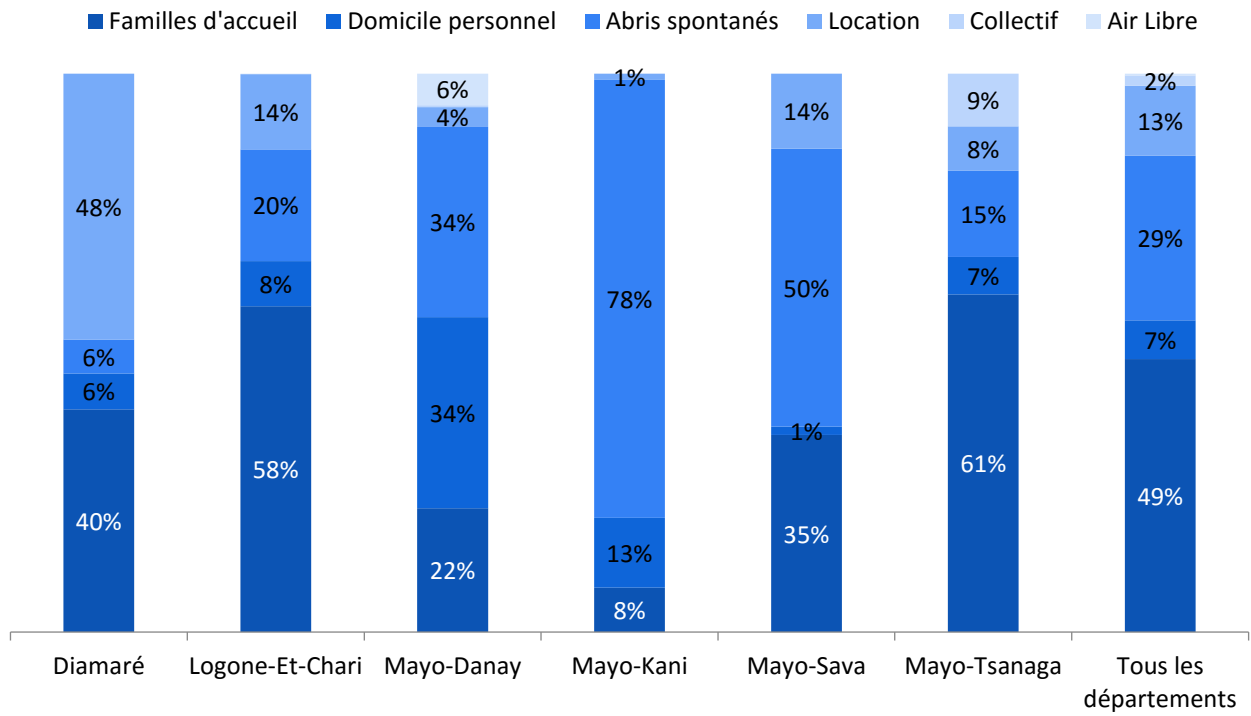
MOUVEMENTS INTRA- ET INTER-DÉPARTEMENTAUX DES PDI

La grande majorité des déplacements internes entrepris dans la région de l'Extrême-Nord a été effectuée à l'intérieur des mêmes départements. En effet, 97 pour cent de ces mouvements ont eu lieu à l'intérieur des frontières départementales (312 626 PDI au total), notamment dans le Logone-Et-Chari et le Mayo-Sava contre 3 pour cent entre deux départements. Le plus grand nombre de déplacements entre départements a été recensé depuis le Mayo-Sava vers le Diamaré (5 528 PDI).

TYPES D'ABRIS DES PDI

Près de la moitié des ménages de PDI vit dans des familles d'accueil (25 376 ménages, 48,9% du total), 15 305 ménages ont trouvé refuge dans des abris spontanés (29%), et 167 ménages (<1%) sont sans abris. Le reste des ménages vit en location, dans de nouveaux domiciles personnels (maison construite ou achetée) ou dans des centres collectifs (bâtiments publics, église ou encore école abandonnée). Dans le Mayo-Sava, le nombre de ménages de PDI vivant dans des familles d'accueil et les abris spontanés a augmenté : ils sont passés respectivement de 5 282 ménages à 6 028 (746 ménages supplémentaire) et de 7 169 ménages à 8 495 (1 326 ménages supplémentaires) pour ce round 21 en raison des incursions répétées de groupes armés dans ce département. Quatre nouveaux sites spontanés regroupant 2 192 PDI (339 ménages) ont été créés depuis le début de l'année 2020 dans le Mayo-Sava.

Graphique I6 : Types d'abris des PDI



RÉFUGIÉS HORS CAMP



Population

48 769 individus
8 050 ménages



Villages accueillant les réfugiés hors camp

269 villages recensés
5 nouveaux villages



Motifs de déplacement

99,6% par le conflit armé

<1% par des catastrophes naturelles
<1% par des conflits
intercommunautaires



Démographie

52% hommes
48% femmes



64% enfants de moins de 18 ans



8 individus en moyenne par ménage



40% mineurs de 0 à 5 ans

3% individus de plus de 60 ans



Type d'abri

52% Communautés hôtes
42% Abris spontanés

3% Location
3% Centres collectifs
<1% Air libre



Tendances

Le nombre de réfugiés hors camp a augmenté de 3%

ENREGISTREMENT DES RÉFUGIÉS HORS CAMP

Le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) a mis en œuvre son opération d'enregistrement biométrique des réfugiés hors camp dans la région de l'Extrême-Nord depuis 2018.

Cette opération permet de réduire la proportion des réfugiés hors camp non-enregistrés. Pour cette période d'évaluation, ce pourcentage est passé de 55 pour cent à 56 pour cent. Cela se justifie par l'arrivée depuis janvier 2020, d'un nombre important de nouveaux réfugiés hors camp (3 057 personnes), dont la majorité est installée dans le département du Logone-Et-Chari (77%).

Les réfugiés hors camp non-enregistrés représentent 100 pour cent des réfugiés hors camp dans le Diamaré (264 personnes), 58 pour cent dans le Logone-Et-Chari (20 118 personnes), 100 pour cent dans le Mayo-Danay (145 personnes), 89 pour cent dans le Mayo-Kani (71 personnes), 15 pour cent dans le Mayo-Sava (1 081 personnes) et 88 pour cent dans le Mayo-Tsanaga (5 604 personnes).

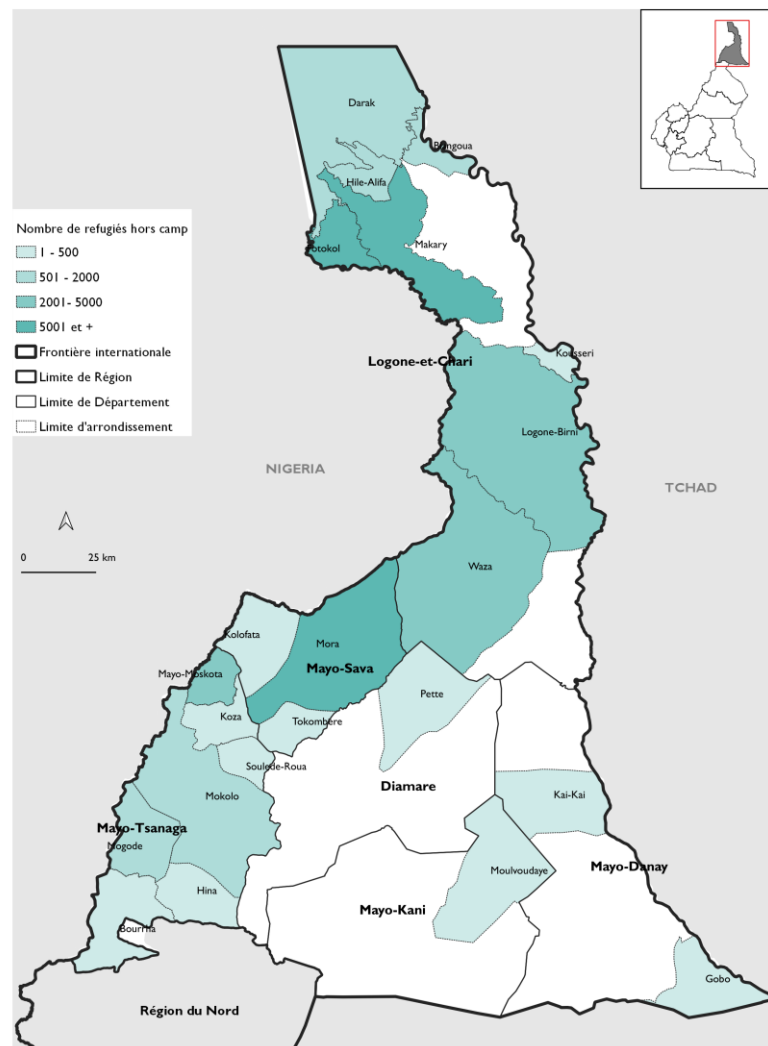
FAITS SAILLANTS DES RÉFUGIÉS HORS CAMP

D'après la collecte des données du round 21, la région de l'Extrême-Nord accueille actuellement 8 050 ménages de 48 769 réfugiés hors camp (c'est-à-dire vivant en-dehors du camp de Minawao), vivant dans 269 localités, dont cinq nouveaux villages identifiés comme accueillant des réfugiés. Les réfugiés hors camp représentent 10 pour cent de la population mobile dans la région.

Le nombre de réfugiés hors camp a connu une augmentation de 3 pour cent par rapport au round précédent, soit 1 464 personnes de plus. Cela se justifie par le fait que de nouvelles arrivées de réfugiés Nigériens ont été observées dans l'arrondissement de Mayo-Moskota, dans le Mayo-Tsanaga, dans l'arrondissement de Mora dans le Mayo-Sava et dans les arrondissements de Makary et Waza dans le Logone-Et-Chari. Ces déplacements ont été provoqués par une hausse de l'insécurité et des violences dans le Nord-Est du Nigéria depuis le début de l'année 2020.

Pendant cette dernière collecte des données, les mouvements de réfugiés hors camp suivants ont été observés :

- Cinq nouvelles localités accueillant les réfugiés hors camp ont été identifiées, hébergeant 126 ménages de 768 individus.
- Un total de 382 naissances a été enregistré parmi les réfugiés hors camp depuis le dernier round.
- **Dans le Logone-Et-Chari**, une augmentation globale de 654 réfugiés hors camp a été observée. L'insécurité dans la localité de Rhann au Nigéria continue de provoquer des mouvements pendulaires de réfugiés dans l'arrondissement de Makary : un total de 814 personnes sont nouvellement arrivées tandis que 630 personnes sont rentrées vers le Rhann. Par ailleurs des départs ont été observés dans l'arrondissement de Fotokol : 263 personnes ont quitté les localités de Magadi 1 et de Roundé pour le Nigéria et dans l'arrondissement du Logone-Birni : la localité de Saléri s'est vidée de ses 499 réfugiés hors camp à la suite des incursions de groupes armés en avril 2020. Ils ont tous effectué un déplacement secondaire pour la majorité vers le site de Tilde, dans le même arrondissement.
- **Dans le Mayo-Sava**, une augmentation globale de 264 réfugiés hors camp a été observée. Toutes ces personnes sont venues du Nigéria à la suite des incursions de groupes armés dans leurs villages d'origine. Ils se sont installés pour la majorité dans les nouvelles localités de Touski (318 réfugiés) et Talla Lawan (47 réfugiés), dans l'arrondissement de Mora.
- **Dans le Mayo-Tsanaga**, une augmentation globale de 552 réfugiés hors camp a été observée. L'augmentation la plus importante est dans l'arrondissement de Mayo-Moskota où une nouvelle localité (Moundougoua) accueillant 350 réfugiés hors camp dans 71 ménages a été identifiée et évaluée.



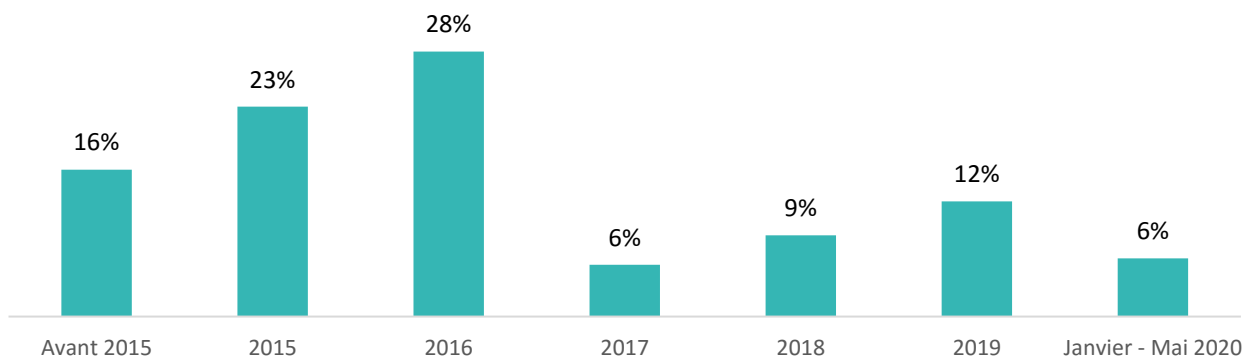
Carte 6 : Répartition des Réfugiés hors camp dans les départements

La quasi-totalité des réfugiés hors camp actuellement présents dans l'Extrême-Nord (99,6%) est arrivée au Cameroun pour des raisons liées au conflit armé, tandis qu'un petit nombre de réfugiés (115 réfugiés, résidant dans le Mayo-Danay) ont été déplacés à la suite d'inondations et 71 (résidant dans le Mayo-Kani) ont traversé la frontière à cause de conflits intercommunautaires survenus au Tchad depuis janvier 2019.

Les réfugiés hors camp présents actuellement dans la région de l'Extrême-Nord proviennent du Nigéria (48 573 soit 99,6%) et du Tchad (196 soit 0,4%). Depuis janvier 2020, 3 053 réfugiés hors camp provenant du Nigéria et quatre provenant du Tchad, sont arrivés dans l'Extrême-Nord du Cameroun.

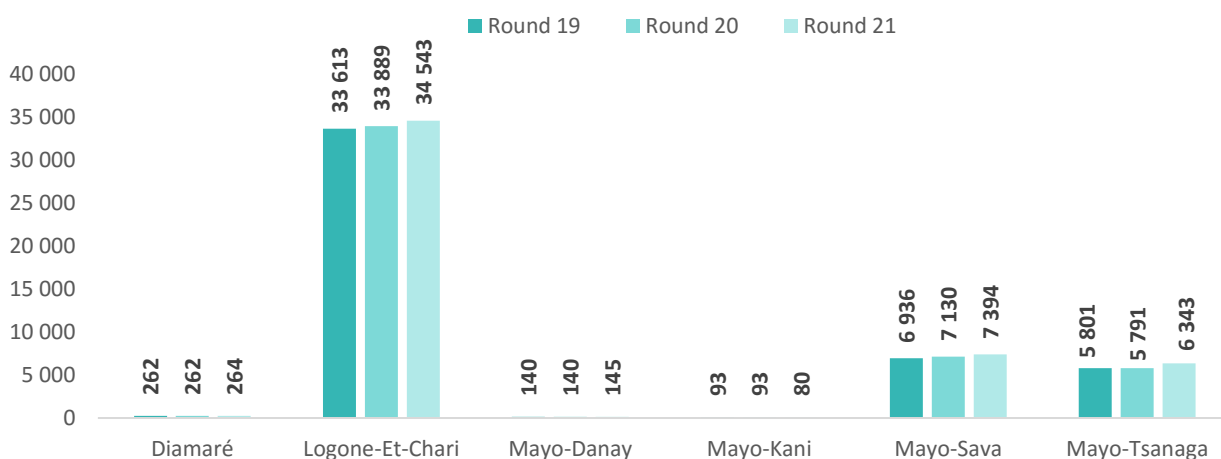
Comme le montre le graphique ci-dessous, les réfugiés hors camp se sont en majorité déplacés entre 2014 et 2016 (67%). Cependant depuis le début de l'année 2019, un nombre important a été identifié dans la région (6 055 en 2019 et 3 057 entre janvier et mai 2020), ce qui représente 18% de cette cible.

Graphique 17 : Répartition des déplacements des Réfugiés hors camp par période



Depuis le round 19, le nombre de réfugiés hors camp ne cesse d'augmenter (4% soit 1 924 personnes par rapport au round 21). Depuis le round précédent, ces augmentations sont visibles dans les départements du Logone-Et-Chari et du Mayo-Tsanaga et dans une moindre mesure dans les départements du Mayo-Sava, du Diamaré et du Mayo-Danay. Cependant le départ d'un ménage de 13 personnes a été observé dans le Mayo-Kani.

Graphique 18 : Nombre de Réfugiés hors camp au cours des trois derniers rounds, par département



MOTIFS DE DÉPLACEMENT DES RÉFUGIÉS HORS CAMP

Le conflit armé constitue la principale cause de déplacement des réfugiés hors camp de leurs lieux d'origine vers la région de l'Extrême-Nord du Cameroun (soit 99,6%). Les aléas climatiques et les conflits intercommunautaires ont provoqué le déplacement de moins de 1 pour cent des réfugiés.

- Dans les départements du Diamaré, Logone-Et-Chari, Mayo-Sava, et Mayo-Tsanaga, tous les réfugiés se sont déplacés du fait du conflit armé au Nigéria.

- **Dans le département du Mayo-Danay**, la majorité (79%) s'est déplacée à la suite d'inondations ayant eu lieu au Tchad. L'autre part (21%) s'est déplacée du fait du conflit armé depuis le Nigéria.
- **Dans le département du Mayo-Kani**, 11 pour cent se sont déplacés du fait du conflit armé depuis le Nigéria tandis que 89 pour cent se sont déplacés à la suite des conflits intercommunautaires survenus au Tchad.

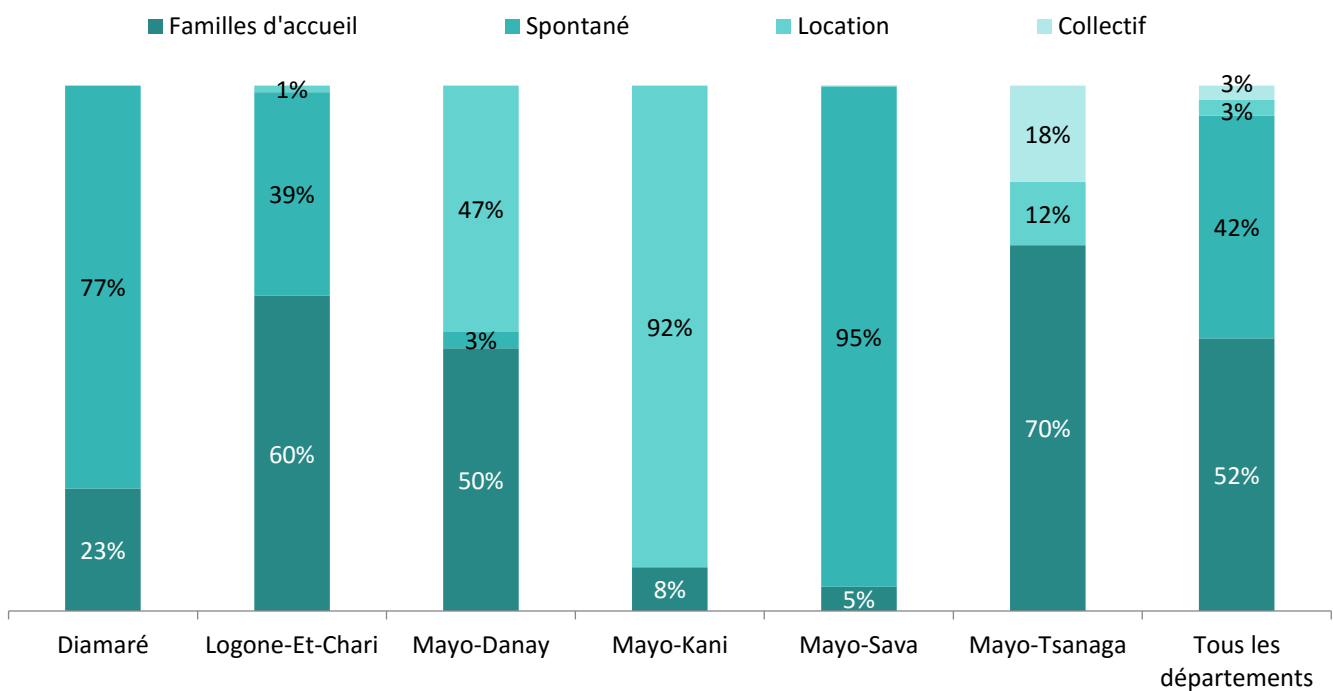
MOUVEMENTS INTRA-DÉPARTEMENTAUX DES RÉFUGIÉS HORS CAMP

Parmi les réfugiés hors camp recensés pendant le round 21 dans la région, 12 006 individus, soit 25 pour cent, ont déjà préalablement effectué au moins deux déplacements, tous à l'intérieur du même département, à la recherche de meilleures conditions de vie. Depuis le round précédent, aucun mouvement de réfugiés hors camp entre deux départements n'a été observé dans la région.

TYPES D'ABRIS POUR LES RÉFUGIÉS HORS CAMP

La majorité des réfugiés hors camp habite au sein des communautés hôtes (52% soit 4 178 ménages) et dans des abris spontanés (42% soit 3 412 ménages). Les autres sont dans des maisons louées (247 ménages), dans des centres collectifs qui sont des bâtiments publics et des écoles abandonnées (212 ménages), un ménage s'est retrouvé sans abris dans l'arrondissement de Waza, dans la localité de Zizagué.

Graphique 19 : Types d'abris des réfugiés hors camp



RETOURNÉS

Population



123 489 individus
18 406 ménages

Villages accueillant les Retournés



351 villages recensés
14 nouveaux villages

Motifs de déplacement

81% par le conflit armé

18% par des catastrophes naturelles

1% pour d'autres raisons



Motifs principaux de retour

46% pour l'accessibilité à des terres cultivables dans les zones de retour

43% car la zone est de nouveau sécurisée

Démographie



50,1% hommes
49,9% femmes



61% enfants de moins de 18 ans



41% mineurs de 0 à 5 ans



3 individus en moyenne par ménage



3% individus de plus de 60 ans

Types d'abri



64% Habitations d'origine
18% Domiciles personnels
14% Communautés hôtes

4% Location

<1% Centres collectifs et Plein-air

<1% Abris spontanés

Tendances



Le nombre de retournés a augmenté de 6%

FAITS SAILLANTS DES RETOURNÉS

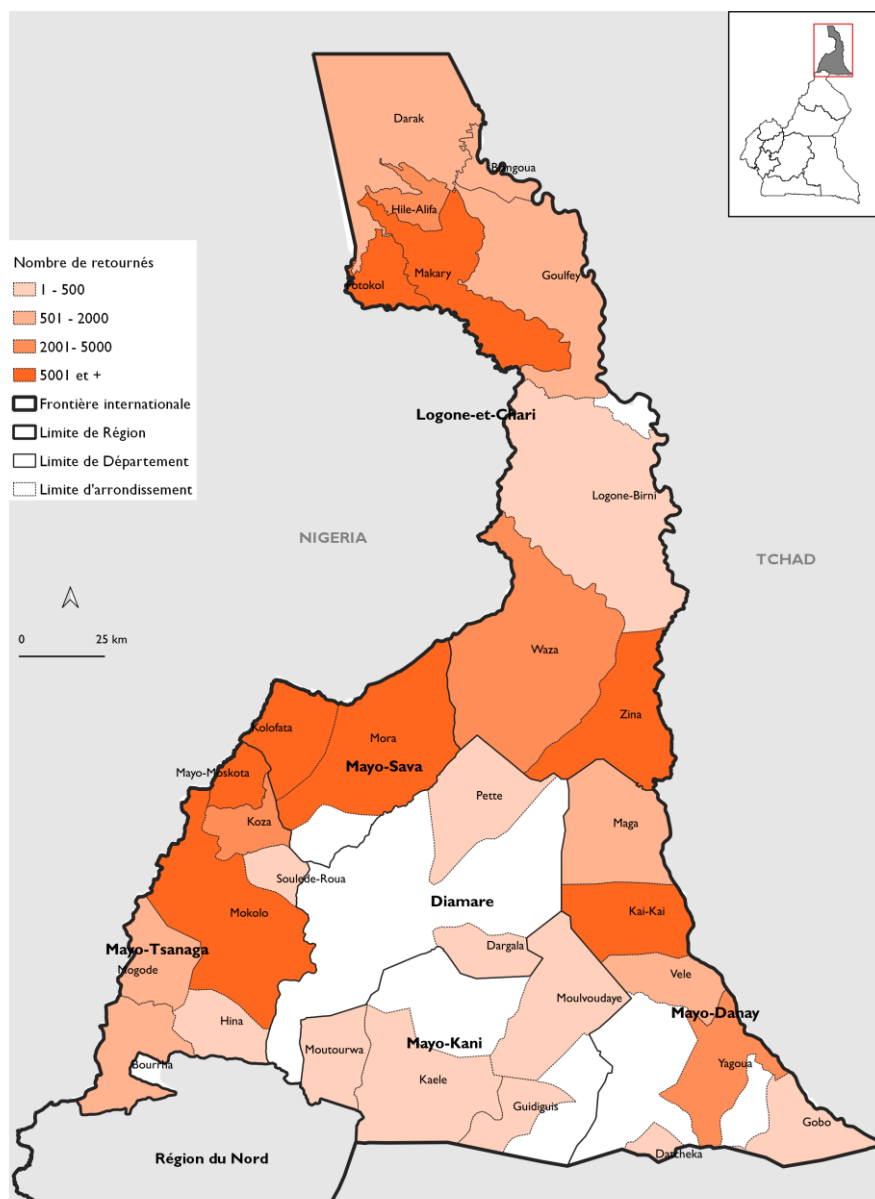
D'après les données collectées lors du round 20, la région de l'Extrême-Nord compte 123 489 personnes retournées pour 18 406 ménages (soit 6% de plus que le round précédent). Ces personnes résident dans 351 localités, dont 15 nouvelles localités identifiées au cours de cette phase de collecte. Parmi ces retournés, 112 555 sont des personnes anciennement déplacées internes, ce qui représente 91,1 pour cent du pourcentage total de retournés. Parmi celles-ci, la grande majorité (111 330, soit 99%) a été déplacée au sein de l'Extrême-Nord, et 1 225, soit 1 pour cent, était déplacée dans les régions du Nord et du Centre. Les 8,9 pour cent restants reviennent de pays voisins.

Pendant cette dernière collecte de données, plusieurs mouvements significatifs ont été observés :

- Pendant cette collecte de données, 457 naissances ont été enregistrées au sein des populations retournées.
- **Dans le Logone-Et-Chari**, une augmentation globale de 7 151 personnes retournées est observée. L'augmentation la plus importante est visible dans l'arrondissement de Zina avec 5 948 personnes retournées de plus. Les mouvements de retour les plus significatifs sont observés dans les localités de Mandjour Afti (712 retournés de plus), Gala (632 retournés de plus), Manka (632 retournés de plus), Ngodeni (512 retournés de plus), Lahai (472 retournés de plus), Alvakai 2 (304 retournés de plus) et Sara-Sara (248 retournés de plus).
- **Dans le Mayo-Danay**, une augmentation globale de 1 651 retournés est observée, dont la plus importante dans l'arrondissement de Kai-Kai avec 1 176 personnes retournées de plus (dont 587 sont retournés dans cinq nouvelles localités identifiées au cours de la collecte), notamment dans

les localités de Bariagodjo (331 retournés de plus) et de Beguepalam (256 retournés de plus). Des mouvements de retour ont également été observés dans l'arrondissement de Maga : 260 personnes sont retournées dans le site de Gaya et 180 personnes dans le site de Varaye.

- **Dans le Mayo-Sava**, des personnes récemment retournées ont été contraintes de se déplacer de nouveau en raison de l'insécurité dans ces zones, notamment dans les arrondissements de Kolofata et Mora. Dans l'arrondissement de Kolofata, trois villages (Dougza 2, Bia et Kordo) accueillant 757 retournés se sont vidés. Dans l'arrondissement de Mora, la localité de Igaoua Doulo, qui accueillait 921 retournés s'est également vidée.
- **Dans le Mayo-Tsanaga**, les incursions de groupes armés depuis le début de l'année 2020, ont contraint les personnes retournées à se déplacer de nouveau, avec 1 180 retournés de moins dans le département. Cette diminution est importante dans l'arrondissement de Mokolo où le mouvement le plus significatif est celui de 2 460 retournés partis vers les localités de Zamalva, Idamtsai et Gorai depuis janvier 2020. Par ailleurs, 100 ménages de 900 retournés ont été recensés dans la nouvelle localité de Moundougoua, dans l'arrondissement du Mayo-Moskota.

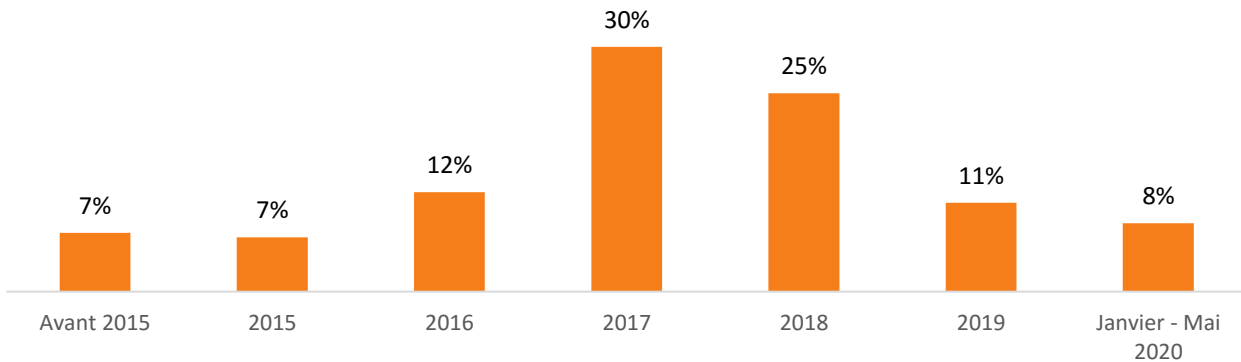


Les limites, les noms indiqués et les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle des Nations Unies.
 REMARQUE : À certains endroits, les limites des Arrondissements peuvent avoir une imprécision importante.
 Mise à jour : Janvier 2020 • Sources : OSM, INC, OIM • Projection:WGS84 • Echelle: 1/1 200 000 (sur A4)

Carte 7 : Répartition des Retournés par département

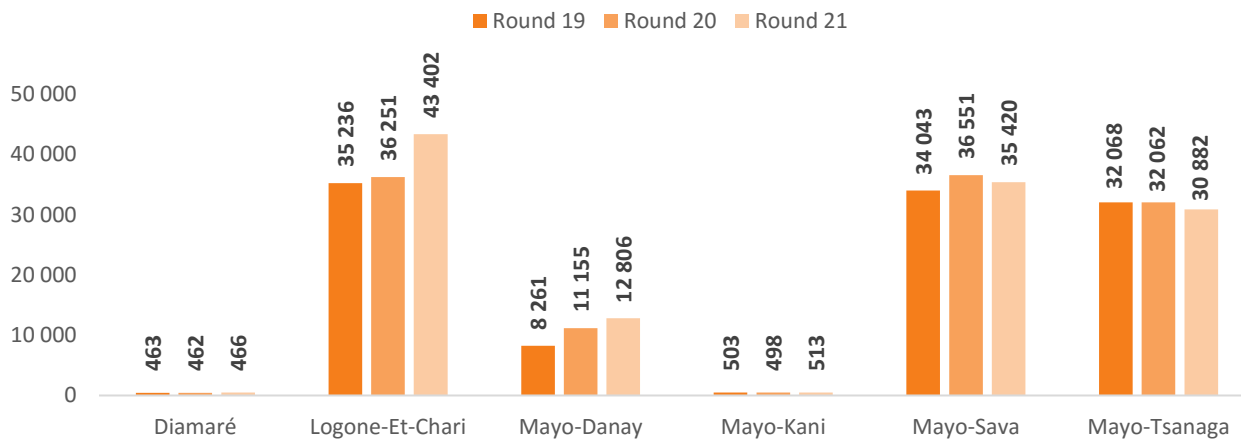
Comme le montre le graphique ci-dessous, la majorité des personnes retournées (62%) ont effectué leur retour entre 2014 et 2017. Depuis 2019, les nouveaux retours enregistrés sont de moins en moins nombreux.

Graphique 20 : Répartition des déplacements des Retournés par période

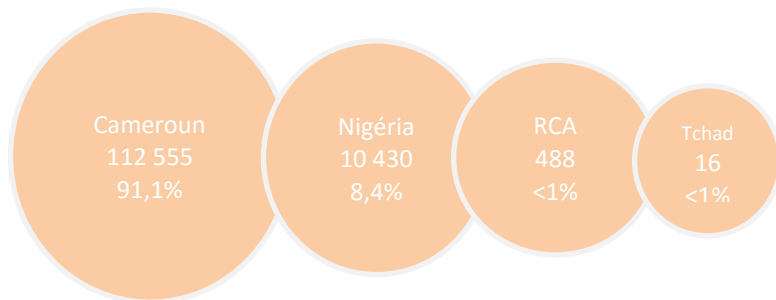


Néanmoins, depuis les deux précédents rounds, le nombre total de retournés ne cesse d'accroître. Le nombre total de retournés a augmenté de 6 pour cent depuis le round précédent. Les augmentations les plus importantes sont observées dans les départements du Logone-Et-Chari (7 151 personnes de plus), et dans le Mayo-Danay (1 651 personnes de plus). A l'inverse, des déplacements de retournés ont été observés dans les départements du Mayo-Sava (1 131 personnes de moins) et du Mayo-Tsanaga (1 180 personnes de moins), en raison de nouvelles incursions dans les zones de retour.

Graphique 21 : Nombre de Retournés au cours des trois derniers rounds, par département



MOUVEMENTS DES RETOURNÉS ENTRE DÉPARTEMENTS ET PAYS



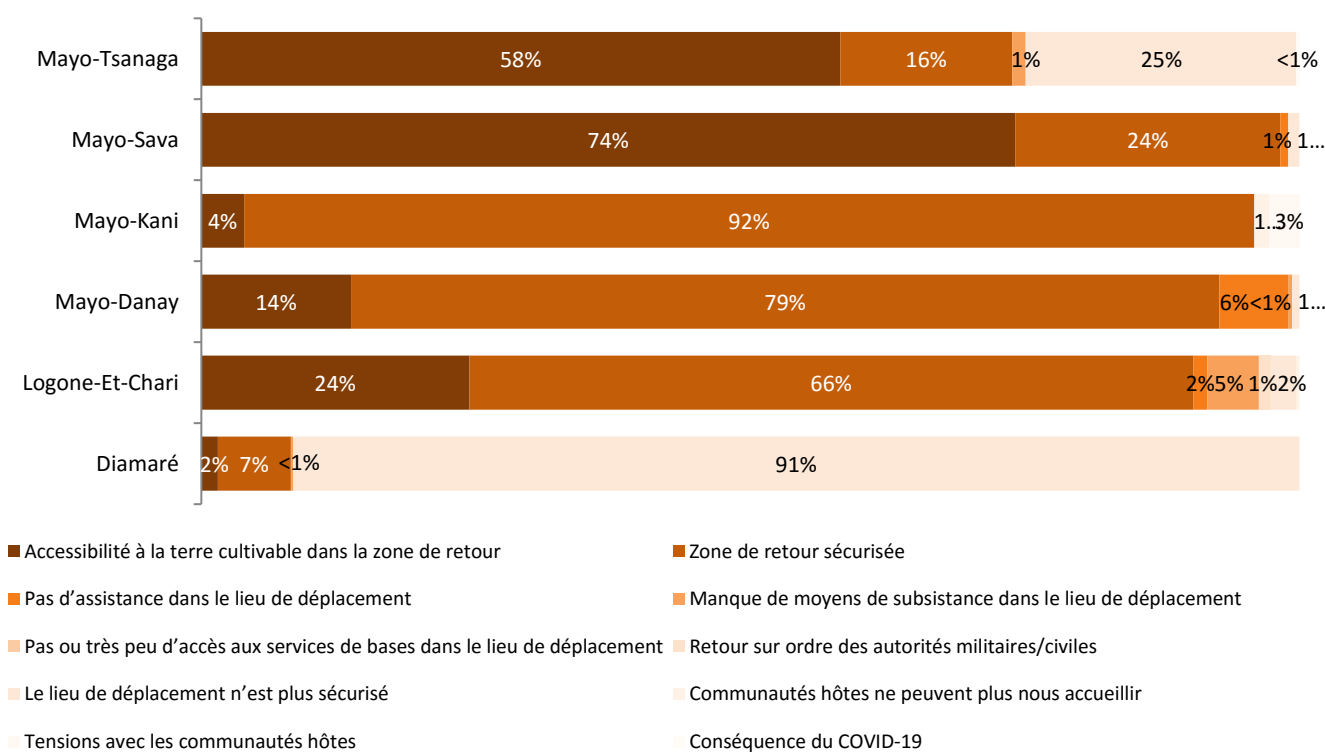
La grande majorité des retournés sont des anciennes PDI camerounaises qui sont revenues dans leur lieu de résidence habituelle et dont le déplacement était lié au conflit (91,1%). Les autres retournés reviennent de pays voisins : la plus grande partie revient du Nigéria (8,4%), et le reste de la République Centrafricaine et du Tchad (<1%).

De même que pour les PDI, les déplacements de retournés sont majoritairement intra-départementaux (83%) et ils sont particulièrement importants dans le Logone-Et-Chari (31% du total), dans le Mayo-Sava (26%), et le Mayo-Tsanaga (16%). La plus grande proportion de retours inter-départementaux (3% du total) a eu lieu depuis le Mayo-Danay vers le Logone-Et-Chari suivi par un nombre important de retournés (2,5% soit 3 187 personnes) rentrés dans le Mayo-Sava en provenance du Diamaré. Les retours du Nigéria s'orientent en grande partie vers le Mayo-Tsanaga (8% du total), du fait de la proximité de ce département de la frontière nigériane.

MOTIFS DE RETOUR DES POPULATIONS RETOURNÉES

Les raisons des retours comptabilisés dans la région sont nombreuses et variées. Les facteurs positifs sont évoqués dans 82 pour cent des cas, comme l'accès à la terre cultivable (46%), notamment dans le Mayo-Sava et le Mayo-Tsanaga ou la sécurisation des localités d'origine (43%), notamment dans le Mayo-Kani, le Mayo-Danay et le Logone-et-Chari. Des facteurs négatifs sont également évoqués, comme le fait que la zone hôte ne soit plus sécurisée (8%), notamment dans le Diamare et dans le Mayo-Tsanaga ; le manque de moyens de subsistance dans la zone d'accueil (2%), le manque d'assistance humanitaire dans les localités de déplacements (1%), les retours sur ordre des autorités militaires et/ou civiles (moins de 1%) et les communautés hôtes n'ayant plus la capacité d'accueil (moins de 1%).

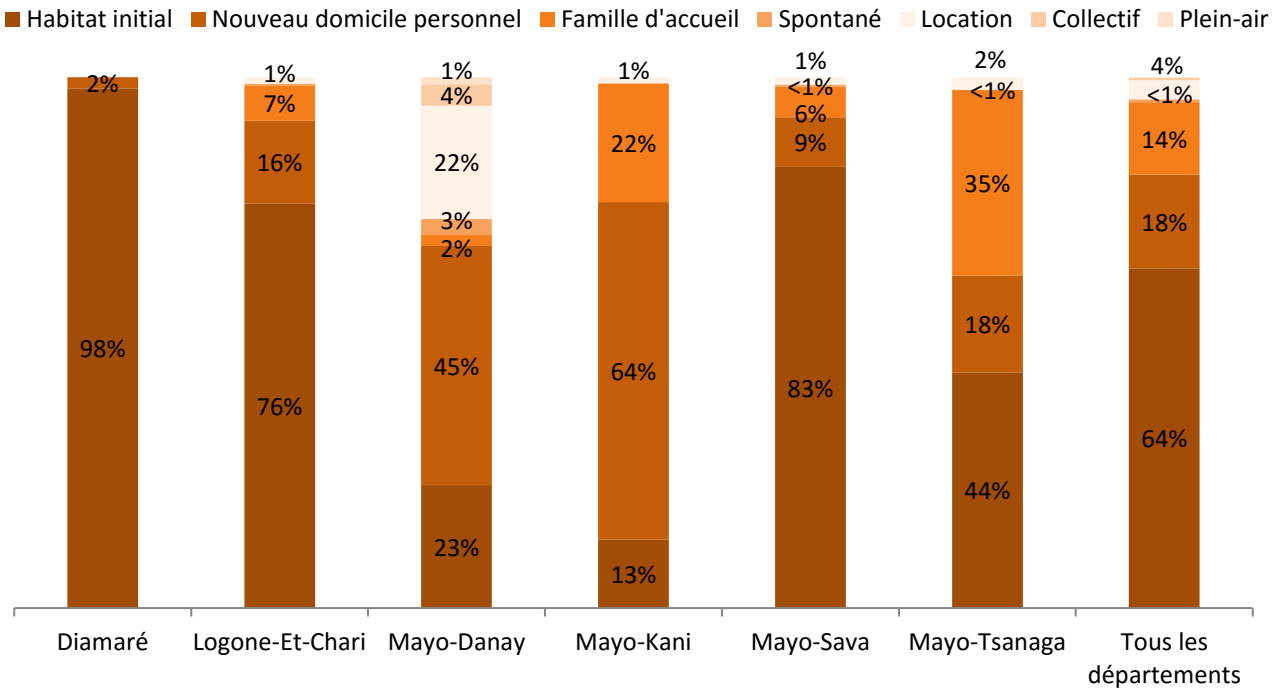
Graphique 22 : Motifs de retour des populations retournées, par département



TYPES D'ABRIS DES RETOURNÉS

La majorité des ménages retournés (82%) réside dans les habitations d'origine ou bien dans un nouveau domicile personnel, tandis que 2 509 ménages (14%) dans des familles d'accueil, 106 ménages dans des abris spontanés et 25 ménages sont sans abris (<1%). Les ménages restants vivent dans des centres collectifs ou des locations. Alors que cette répartition se retrouve dans les départements du Logone-et-Chari, du Mayo-Sava et dans une moindre mesure dans le département du Mayo-Tsanaga, la majorité des retournés dans le Mayo-Danay et le Mayo-Kani réside dans un nouveau domicile, du fait que la plupart des anciens domiciles ont été détruits dans des inondations. Dans le Diamaré, la plupart a regagné leur habitation d'origine.

Graphique 23 : Types d'abri des retournés



ANNEXES

La liste des documents ci-dessous ainsi que la base de données sont disponibles sur demande.

Annexe I : Populations déplacées (tableau)

Annexe II : Raisons des déplacements (tableau)

Annexe III : Nouveaux villages recensés (tableau)

Annexe IV : Mouvements intra- et interdépartementaux des PDI et Retournés (tableau)

Annexe V : Localisation des sites spontanés dans les départements (cartes)